

Face au COVID-19

L'Etat reprend les commandes

● Un plan de sauvetage d'environ 3 milliards de dinars a été annoncé par le Chef du gouvernement, Elyes Fakhfakh.

www.realites.com.tn

RÉALITÉS

Hebdomadaire indépendant fondé en 1979

N° 1788 - Du 3 au 9 avril 2020



Prix - Tunisie : 3,200 DT - Algérie : 120 DA - Maroc : 20 DH - Zone CFA : 1500 FCFA - France : 2,5 € - Suisse : 6 FS

La Libye
entre Corona et combats

Guerres sans trêve





BIAT

Engagés
avec vous

Pour votre sécurité, privilégiez nos canaux de banque à distance

— Déplacez-vous en cas de nécessité,
nos agences sont ouvertes de 8h15 à 13h

Pour la sécurité de nos clients et de nos compatriotes, nous mettons en place des actions d'encouragement et d'incitation à l'utilisation de nos canaux à distance : l'application BIATNET, le Centre de Relations Clients joignable par téléphone au 31 31 18 18 du lundi au vendredi, de 8h à 14h30 et le samedi de 9h à 13h, nos libres-services bancaires et notre parc de plus de 260 distributeurs automatiques de billets de banque.



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taïeb Zahar
taieb.zahar@realites.com.tn

REDACTEUR EN CHEF

Faouzi Bouzaïene
bechirf2003@gmail.com

Rédacteur en chef adjoint :

Ridha Lahmar
ridha.lahmar@yahoo.fr

Rédacteur en chef adjoint

Secrétaire général de la rédaction :
Mohamed Ali Ben Sghaïer
bensghaïermohamedali@gmail.com

Conseillers :

Hakim Ben Hammouda - Sami Mahbouli

REDACTION

* Politique

Yasmine Arabi - Hatem Bourial -
Fayçal Chérif

* Société

Khalil Zamiti - Yasser Maârouf -
Dr. Samira Rekik (Santé)

* Economie et entreprises :

Mohamed Ben Naceur - Alaya Becheikh -
Sami Chambah - Nizar Mouelhi

* Magazine :

Nadia Ayadi - Dr. Ali Menjour - Alix Martin -
Hédi Alouini

Iconographie : Lamine Farhat

Suppléments : Amel Ben Naceur

SERVICE TECHNIQUE :

Responsable Technique : Issam Gharsalli
Infographistes : Houda Rezgui - Hajer Charchoufi-
Fatma Soltani

"REALITES"

est édité par
MAGHREB MEDIA
au capital de 140.000 DT

Président du Conseil d'Administration :

Taïeb Zahar

Directeur Général : Imed Mouaffak

Directeur Conseiller : Sofiene Mouaffak

Responsable Communication et Marketing :

Amel Ben Naceur

Tél: 70.860.733 - 70.860.724 - Fax: 70.860.666

Directeur administratif et financier :

Mohamed Ali Trabelsi

Relations publiques : Khoulood Chebbi

Reportages régionaux :

Mohamed Larbi Ben Othman

Recouvrement : Hamdi Sebaï - Tél.: 70.860.707

Service Abonnements : Sarra Znegui

Service Commercial : Sami Ouni

Tél.: 70.860.733 - 70.860.724

Secrétariat : Mounira N'hidi

Diffusion: Nourreddine Madfaï

Pré-press: MAGHREB MEDIA-Tél.: 70.860.733

Impression: Imprimerie Maghreb Editions

15, Bis Rue 8602 - Zone Industrielle - La Chargaia I
Tél.: 71.772.216 - 71.773.371 - Fax.: 71.799.266

Sommaire



Libye : Entre Covid-19 et combats Guerres sans trêve

Les combats en Libye entre les milices du GNA dirigé par Favez Sarraj et les troupes de l'ANL du Maréchal Khalifa Haftar font rage et s'intensifient de plus en plus. D'un autre côté, les premiers cas de contamination par le Covid-19 dans le pays sont annoncés. Malgré cela, pas de changement d'attitude du côté des deux camps qui semblent vouloir tirer profit chacun à sa manière de la pandémie pour réaliser des avancées sur le terrain.

22

ACTUEL

■ Face au COVID-19

L'État reprend les commandes

6

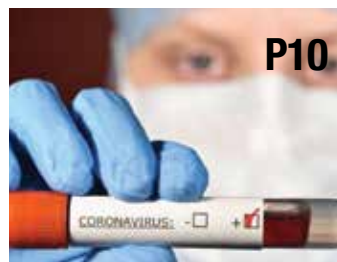
■ COVID-19

14 décès, 455 cas confirmés, mais une situation relativement stable

10

■ Le temps du compter sur soi

12



P10



P14

■ Kaïs Saïed s'adresse au peuple tunisien

Quel rôle pour le chef de l'Etat?

14

■ Politique

Une initiative législative et des remous

18

■ Le Maréchal Khalifa Haftar

Peut-il réunifier la Libye ?

26

ECONOMIE

■ Reprise post-corona

Une question de crédibilité publique

28

■ L'ambiguïté autour du rôle de la BCT

32



P32



P38

MAGAZINE

■ Des souks pas comme les autres

Un univers anarchique et convivial

34

■ Evasion

Les mégalithes & les sépultures protohistoriques de Tunisie

38

Les tiraillements, plus forts que le Corona

Par Faouzi Bouzaïene

L'humanité se bat corps et âme contre la pandémie la plus virulente et la plus mortelle depuis les années 40 du siècle dernier. Plus de la moitié de la population mondiale est confinée, mise à résidence. Une situation apocalyptique de fin de monde, n'eût été la mobilisation des pouvoirs publics et de la solidarité nationale et internationale pour rassurer ces milliards d'âmes qu'elles ne sont pas seules et démunies face aux spectres de la mort et de la misère.

En effet, la peur du Covid-19 n'est pas que sanitaire, elle est aussi économique et sociale. Les gouvernements tremblent à l'idée d'un tsunami sanitaire qui emporterait tout sur son chemin, tout ce qui a été bâti pendant des décennies. Des millions, sinon des milliards d'emplois perdus, vouant des familles entières à la pauvreté, à la misère, à la violence sociale et familiale, des millions d'entreprises à travers le monde sur le point de déposer le bilan et de faire disparaître des pans entiers de l'économie, etc.

Nul besoin de rappeler ici le désastre économique attendu à l'échelle planétaire. Car le côté insolite de l'histoire est que cette description est la même partout, qu'il s'agisse d'un pays du tiers-monde ou du monde occidental, à la différence près que le second a plus de moyens financiers, d'outils logistiques et de mécanismes juridiques pour agir vite et bien. En un mot : pour être efficace.

Les Etats, les décideurs, les personnalités influentes, les fortunés sortent les grands moyens pour soigner leurs compatriotes et stopper la propagation du virus. Une véritable guerre mondiale commerciale, cette fois, sévit à l'effet d'acquiescer les fameux masques de protection ou les respirateurs. Au besoin, ils peuvent même détourner une cargaison chinoise initialement destinée à un autre pays en payant cash trois fois le prix. Ou, alors, accepter sans hésiter l'aide offerte par son pire ennemi et le remercier avec ferveur en public. Ce qu'a fait Donald Trump, il y a quelques jours, avec la Russie et la Chine qui ont volé au secours des Américains, devenus les premières victimes, en nombre, du Covid-19.

Dans nos murs, la peur est la même, les dégâts économiques et sociaux seront aussi importants, vu l'état de faiblesse atteint par l'économie nationale avant l'apparition du coronavirus, et personne ne sait de quoi seront faits demain et les jours à venir. On en vient à craindre encore plus l'après-Covid-19 et à se demander si l'on saura ou si l'on pourra y faire face. L'inquiétude est là parce que les soldats en blouse blanche ou ceux en uniformes postés en première ligne devant le virus mortel semblent se battre relativement seuls et sans grands moyens. Tout se passe comme si le ministère de la santé était seul responsable pour mener cette guerre. Il a fallu que la faim, la précarité et les cris de désespoir se manifestent dans la rue et sur les réseaux sociaux pour que les institutions chargées de lutter contre les spéculateurs et les sangsues charognards se rendent compte qu'ils ont un rôle crucial à jouer par ces

temps difficiles, qu'ils doivent se démenier pour veiller au bon acheminement vers les ayants droit des produits d'alimentation et d'hygiène, des médicaments et toutes sortes de produits pharmaceutiques. Autrement dit, veiller convenablement sur les bonnes conditions de vie des confinés et celles de ceux qui travaillent jour et nuit et d'arrache-pied dans les hôpitaux pour sauver des vies humaines. Avec un peu de retard, certes, mais la solidarité a fini, elle aussi, par se mettre en place. Finalement, c'est un élan de solidarité individuel et collectif extraordinaire qui a été observé aux côtés notamment des services sociaux publics, débordés, dépassés et incapables de faire face seuls à la déferlante des demandes et des revendications.

Dans ce contexte tout à fait particulier d'urgences et de mobilisations, on a toutefois peu vu et entendu les habitués des joutes politiques et médiatiques et encore moins, les figures politiques qui meublent les plateaux télé et radio pour « tenir au courant » l'opinion publique des moindres faits et gestes de leurs adversaires. Aucun parti politique ne s'est distingué par une quelconque initiative destinée à soutenir quelque partie que ce soit, fut-ce le gouvernement, une association, un hôpital ou une ville. Aucune réaction non plus à l'affaire du député pris en flagrant délit de spéculation portant sur l'emménagement de produits alimentaires et leur vente au public à des prix prohibitifs, ni à l'affaire des deux élus impliqués dans la fuite d'un homme d'affaires et de son épouse d'un centre d'isolement obligatoire. Même le ministre d'Etat chargé de lutter contre la corruption parle peu ou pas du tout.

Attribuer cette inertie au confinement serait méconnaître nos hommes politiques. Car, alors que le monde entier est occupé à combattre le Covid-19, la guerre des chefs et des clans continue dans nos murs. Le coronavirus n'a pas eu raison des tiraillements politiques.

Chez nous, le Chef du gouvernement, qui doit être partout en même temps dans cette guerre contre le virus, a les pieds et les mains liés. Par qui ? Par le parlement, qui refuse sa requête d'activer l'article 70 de la Constitution devant lui attribuer, par le biais de décrets, plus de souplesse et de rapidité dans la prise des décisions, sachant que la lutte contre le coronavirus est aussi une course contre la montre.

Par le chef de l'Etat qui, à chacune de ses sorties médiatiques, semble davantage se préoccuper par les bruits des couloirs, profitant de l'occasion pour répondre à ses détracteurs et au besoin, lâcher des piques en direction du gouvernement. Or, en ces temps difficiles, nous avons besoin d'être forts et endurants. Nous avons besoin d'être ensemble, unis, solidaires, au plus près des plus démunis et de ceux qui sont au front face au virus. Le chef de l'Etat et le président du parlement ne sont pas au-dessus du lot, ils sont tout autant concernés par ce comportement et devraient penser à se serrer les coudes. Quant au Chef du gouvernement, qui est au front aujourd'hui, il a besoin d'être soutenu, entouré, épaulé. ■

meublentub

Le Partenaire de votre environnement de travail



www.meublentub.com
Tél.: 71 205 600

Face au COVID-19

L'État reprend les commandes

Par Mohamed Fakhri Khliissa

Un plan de sauvetage d'environ 3 milliards de dinars a été annoncé par le Chef du gouvernement, Elyes Fakhfakh, pour faire face à la crise du COVID-19.

Le Chef du gouvernement, Elyes Fakhfakh, s'est voulu clair, intransigeant et, à l'adresse des Tunisiens, rassurant lors de sa première sortie médiatique télévisée. «*Nous sommes en guerre contre le coronavirus (COVID-19), l'État et ses institutions sont présents, la loi sera appliquée*». Ce sont les principaux messages à retenir de cette sortie. Elyes Fakhfakh a parlé d'une guerre que la Tunisie pourra remporter si le confinement est respecté jusqu'au bout et que les citoyens ne se relâchent pas. Le Chef du gouvernement a annoncé de nouvelles mesures sociales au profit des retraités, des familles démunies, des artisans et des entreprises. Près de 3 milliards de dinars seront débloqués au lieu des 2,5 milliards initialement prévus. Lors de cette interview diffusée sur Elhiwar Ettounsi et Al Watan 1 dans la soirée du jeudi 2 avril 2020, le Chef du gouvernement a été interpellé sur des questions brûlantes d'une Tunisie secouée par la crise du COVID-19. Économie, social, sécurité, éducation, autant de dossiers qui ont été débattus. Sur le plan social, 900 000 ménages sont concernés par les plans d'aides, dont 260 000 familles démunies, et c'est sans compter les détenteurs des cartes jaunes, 630 000 personnes. Il s'agit de citoyens non couverts par la CNSS.

«*Tous vont bénéficier de l'aide de 200 TND et ce sera fait par le biais de virements postaux. Au total, l'État a débloqué 120 millions de dinars à leur profit. Dès ce vendredi 3 avril, 80 000 mandats seront distribués, et les oubliés ne sont, justement, pas oubliés. D'ici jeudi prochain, ces 630 000 personnes recevront l'aide financière. Les familles démunies et celles qui ont une personne à besoins spécifiques à charge auront leur argent dès ce vendredi. Nous avons mis du temps, en effet, mais nous avons tout de même réagi vite. Si le processus était numérisé, nous pourrions agir plus rapidement*», a expliqué le Chef du gouvernement.

Une aide de 100 dinars pour les retraités

Dans ce même contexte, les 900 000 professionnels – artisans et commerçants –, ne seront pas en reste, au même titre que les ouvriers de chantiers et les agences de voyages. «*Une plateforme numérique sera opérationnelle dès ce samedi 4 avril 2020. Le citoyen n'aura qu'à y insérer son numéro de CIN et sa patente pour savoir s'il peut recevoir une aide financière ou non. Cette dernière sera accordée en fonction du secteur d'activité*», a-t-il dit.

Concernant les entreprises privées, Elyes Fakhfakh a souligné que tout sera réglé via une plateforme numérique. Le processus nécessitera environ 18 jours. «*Notre objectif est de sauvegarder les emplois et les entreprises. Nous visons surtout les chômeurs techniques, quel que soit leur salaire. La CNSS leur fournira, au maximum, 200 TND. Nous espérons que les employeurs qui sont en bonne situation leur accorderont un petit plus*», a-t-il souligné.

Toujours sous l'angle social, le Chef du gouvernement a annoncé que les 130 000 retraités qui touchent une pension inférieure ou égale à 180 TND bénéficieront d'une aide de 100 TND,

pour toucher, de ce fait, 280 TND. «*Toutes les personnes qui s'estiment oubliées peuvent s'adresser au Omda afin de remplir un formulaire spécifique*», a-t-il ajouté.

Un plan de guerre de 3 milliards de dinars pour affronter le COVID-19

Sur le plan économique, le Chef du gouvernement a annoncé que de nouvelles enveloppes seront débloquées en plus du plan de sauvetage de 2,5 milliards de dinars annoncé il y a plusieurs jours. Au total, l'enveloppe devrait se situer aux alentours des 3 milliards de dinars, si ce n'est plus. Ainsi, l'État va débloquer 100 millions de dinars supplémentaires pour les aides sociales, en plus des précédents 150 millions de dinars. Pour soutenir les chômeurs techniques, les artisans et les entreprises, 100 millions de dinars supplémentaires seront débloqués en plus des 300 millions de dinars déjà annoncés. «*Les travailleurs dans le domaine culturel ne seront pas en reste. La Banque centrale de Tunisie (BCT) a, dans ce contexte, pris plusieurs mesures, dont le report des échéances bancaires pour tous les Tunisiens quels que soient leurs revenus. Nous espérons que les banques agiront aussi sur le plan des chèques. Soulignons, aussi, que ceux qui ont contracté des micro-crédits sont concernés par le report des échéances*», a encore expliqué le Chef du gouvernement.

Qu'en est-il des transactions par chèque, sachant que certains ont été encaissés alors que des entreprises et des particuliers n'ont plus de solde ? Sur ce point, Elyes Fakhfakh a assuré qu'une ordonnance spécifique sera mise en place. «*Nous pensons, à titre d'exemple, à reporter les échéances de paiement*», a-t-il précisé. En revanche, aucune décision n'a été prise en faveur de ceux qui ont contracté des crédits en leasing. «*Nous devons agir au cas par cas et nous devons prendre des mesures pour le leasing. Nous sommes en guerre. C'est une crise générale. Notre objectif est de préserver les emplois, de sauver les entreprises et d'empêcher la faim de s'installer*», a-t-il martelé.

Où trouver l'argent pour financer ce plan de sauvetage ?

Dans ce cas, comment l'État parviendra-t-il à financer ce plan de 3 milliards de dinars ? Selon le Chef du gouvernement, la Tunisie peut déjà compter sur ses relations solides avec l'étranger : Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale (BM), etc. Les fonds de l'étranger pourront atteindre les 2 milliards de dinars. Certains fonds, dans cette même optique, seront accordés à la Tunisie sans conditions ni délais. «*La guerre a un coût. Ceux qui ont les moyens doivent se tenir aux côtés des pays mal nantis et de ceux qui sont dans le besoin. J'appelle, de ce fait, ceux qui peuvent donner encore à donner plus*», a lancé Elyes Fakhfakh. Dans ce même ordre d'idées, il a annoncé que le budget de l'État sera restructuré afin de pouvoir financer le plan de sauvetage.

D'un autre côté, il a assuré qu'aucune entreprise n'ayant pas fait de dons, n'a été menacée, sachant que des rumeurs ont circulé sur le sujet. «*Il n'y aura pas de confiscation et personne*



n'a évoqué ce mot, d'ailleurs. L'État doit agir pour trouver les fonds nécessaires. Nous pourrions, à titre d'exemple, réfléchir à un nouvel impôt, mais nous espérons que nous n'arriverons pas jusque-là », a-t-il dit.

Il a mis l'accent sur la nécessité d'appuyer le secteur privé qui représente, rappelons-le, 80% du tissu économique du pays. Quant aux hommes d'affaires, il est vrai que certains ne paient pas leurs impôts, mais, selon le Chef du gouvernement, il ne faut pas mettre tout le monde dans le même sac. « *La loi s'applique-ra à tous et les corrompus ne seront pas lâchés* », a-t-il assuré.

COVID-19 : « Il est encore tôt de crier victoire »

L'autre volet abordé lors de l'interview du Chef du gouvernement porte sur la guerre contre le COVID-19. Sur ce plan, il s'est voulu rassurant. « *Nous sommes sur la bonne voie, même s'il est encore tôt pour crier victoire* », a-t-il dit. Elyes Fakhfakh a affirmé que tous les scénarios sont étudiés par les autorités tunisiennes. Jusqu'à présent, la démarche d'anticipation de la Tunisie a porté ses fruits.

« *L'entrée en vigueur du confinement a été progressive. Des résultats ont été constatés, même si les consignes n'ont pas toujours été respectées. Or, plus nous les respectons, mieux ce sera et plus la courbe des cas contaminés se stabilisera. Les opérations sont supervisées par le Conseil scientifique. Les citoyens assurent 80% de l'efficacité du processus. Cependant, il ne faut pas se relâcher, d'autant plus que des cas de non-respect du confinement ont été signalés* », a-t-il dit, ajoutant que, d'ici lundi ou mardi, de nouvelles informations seront fournies sur la situation.

Le Chef du gouvernement considère que le ras-le-bol exprimé par certains citoyens est compréhensible, étant donné qu'ils sont épuisés par le confinement et que leur situation est précaire.

Vers le recours à la chloroquine, mais dans l'attente de l'AMM

Par ailleurs, au sujet de la gestion de la situation épidémiologique, le Chef du gouvernement a assuré que la Pharmacie centrale de Tunisie (PCT) dispose d'une quantité suffisante d'équipements de protection pour les agents et les médecins en première ligne dans la guerre contre le COVID-19.

Sur la question du traitement de la maladie, il a affirmé que le

recours à la chloroquine est à l'ordre du jour, mais que l'AMM (autorisation de mise sur le marché) n'est pas encore disponible. « *Nous disposons d'un stock suffisant pour traiter 20 000 patients. De plus, seuls 8% des personnes infectées par le COVID-19 ont besoin de médicaments* », a-t-il précisé.

Sur la question des équipements dans les hôpitaux, Elyes Fakhfakh a assuré que les établissements de santé disposent de 500 lits de réanimation, dont 100 lits dédiés aux patients atteints par le COVID-19. « *On compte 700 lits pour l'oxygénation, sachant que le potentiel du secteur privé n'a pas encore été exploité. Nous avons commencé à agir depuis le 9 mars 2020* », a-t-il expliqué.

Vers 800 000 opérations de dépistage

Qu'en est-il, d'autre part, des analyses médicales ? En Tunisie, le dépistage est tracé, selon le Chef du gouvernement, et il a donné de bons résultats. « *D'ici le 10 avril, 10 000 analyses médicales auront été effectuées. Concernant le dépistage rapide, nous avons commandé 400 000 tests rapides que nous recevrons le 10 avril. Ils seront ciblés : corps médical, sécuritaires et clusters. Néanmoins, leur efficacité ne sera que de 70%* », a-t-il expliqué.

Nul doute, aussi, que les laboratoires ont un rôle à jouer dans ce contexte. Seulement, certaines régions du pays n'en disposent pas. Sur ce point, Elyes Fakhfakh a assuré que chaque citoyen atteint passe par un laboratoire et ce, quelle que soit sa situation géographique. « *Le Nord-Ouest sera doté d'un laboratoire d'analyse. Notre objectif est d'effectuer 800 000 tests. Nous étudions tous les scénarios possibles, même les pires d'entre eux* », a-t-il encore déclaré.

10 000 chambres à disposition pour accueillir les Tunisiens rapatriés

Également interrogé sur le rapatriement des Tunisiens à l'étranger, le Chef du gouvernement a assuré que le ministère des Affaires étrangères est en contact permanent avec ces ressortissants. « *Nous voulons nous assurer que tout se passe bien pour ceux qui sont encore coincés. D'ailleurs, nous avons revu à la hausse le budget des consulats* », a-t-il souligné.

Au total, 10 000 chambres seront mises à la disposition des



« Il n'y aura pas de confiscation et personne n'a évoqué ce mot, d'ailleurs. L'État doit agir pour trouver les fonds nécessaires. Nous pourrions, à titre d'exemple, réfléchir à un nouvel impôt, mais nous espérons que nous n'arriverons pas jusque-là ».



Tunisiens rapatriés et les propriétaires d'hôtels nous ont beaucoup aidés. Plus encore : 4000 foyers universitaires seront aussi exploités. « Pour l'instant, 1025 Tunisiens ont été rapatriés. Nous comptons, en revanche, 2200 compatriotes encore bloqués à l'étranger. Même les résidents dans d'autres pays seront rappelés car nous voulons protéger tout le monde », a encore affirmé le Chef du gouvernement.

D'autre part, concernant les établissements pénitenciers et les actions en justice, Elyes Fakhfakh a rappelé que le président de la République a dernièrement décrété une amnistie. L'objectif était de faire baisser la pression dans les prisons. « Tout est sous contrôle jusqu'à présent. Il est important de libérer ceux qui n'ont pas commis de délits graves et ceux qui sont sur le point de purger leur peine », a-t-il souligné.

Gouvernance par ordonnance : les piques de Fakhfakh à l'ARP

Inévitable malgré le contexte difficile, la politique ne pouvait pas être délaissée lors de cette sortie médiatique du Chef du gouvernement. Il a surtout été interpellé sur la loi sur la gouvernance par ordonnance qui a été adoptée en commission. « Nous sommes appelés à passer par là et la Constitution mentionne ce fait dans son article 22. Jamais la Tunisie n'a connu un tel blocage depuis 150 ans », a-t-il constaté.

Elyes Fakhfakh a défendu bec et ongles la constitutionnalité de la demande de son gouvernement relative à la gouvernance par ordonnance. « Nous avons déjà préparé 13 ordonnances. Nous avons consulté plusieurs constitutionnalistes. Ces derniers ont affirmé que le choix de nous accorder une « liberté » d'agir par secteur n'était pas le bon. Or, l'article 70 de la Constitution ne fixe pas de secteurs. Mais ce qui est fait est fait. Normalement, la loi aurait dû passer comme une lettre à la poste, sachant que l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) peut arrêter le pouvoir exécutif à tout moment. Nous avons trouvé un compromis, certes, mais il y a eu une perte de temps inutile », a-t-il regretté. Et d'ajouter : « Ce qui importe est d'éviter le vide juridique ».

« La Tunisie est en guerre, nul besoin d'en rajouter »

Toujours sur le plan politique, le Chef du gouvernement a été interpellé sur de possibles tensions entre les trois présidences – Bardo, Carthage et La Kasbah -, ce qu'il n'a pas nié. « Souvenez-vous des conditions dans lesquelles ce gouvernement est né. Nous sommes dans un contexte où le président n'a pas de parti, où le parti au pouvoir n'a pas la majorité au Parlement. Il s'agit, aujourd'hui, de rétablir la confiance », a-t-il rappelé. La situation, malgré les tensions, est en train de s'améliorer selon Elyes Fakhfakh. Nul besoin, selon lui, d'ajouter des luttes superflues, étant donné que la Tunisie est en guerre contre le COVID-19. « Il n'y a pas de luttes. Il faut rétablir la confiance et agir ensemble dans cette guerre. Les institutions

de l'État fonctionnent. Nous devons réformer et la Tunisie est outillée pour tenir et avancer », a-t-il assuré. « C'est l'Exécutif, poursuit-il, qui dirige la guerre contre le COVID-19. Tous les autres organes de l'État sont impliqués. Les relations s'améliorent entre les institutions. Le président remplit son rôle, au même titre que les 217 députés avec leur président. Certains parmi eux veulent détenir un rôle plus important, alors qu'ils doivent plutôt agir en tant qu'organe de contrôle », a-t-il encore soutenu.

Face au terrorisme, aucun répit

Le plan sécuritaire était aussi un autre volet capital abordé par le Chef du gouvernement dans son interview. Malgré la crise du COVID-19, Elyes Fakhfakh a assuré que l'appareil sécuritaire et militaire est en état d'alerte. « La lutte contre le terrorisme a même été renforcée. Il y a des dangers au niveau des frontières libyennes, mais nous sommes prêts. Toutes les ressources sont mobilisées », a-t-il assuré.

Concernant la rentrée scolaire, le Chef du gouvernement a souligné, là encore, que tous les scénarios sont étudiés. « Si le confinement se poursuit jusqu'à la fin du mois d'avril, rien ne changera dans notre programme : seule l'épreuve sportive du baccalauréat sera annulée et les examens nationaux seront maintenus. En revanche, si le confinement est prolongé jusqu'en mai 2020, les examens nationaux auront lieu mais avec un peu de retard. Nous espérons, dès la fin du mois d'avril, qu'il y aura un retour progressif. L'année scolaire n'est pas menacée, et c'est aussi valable pour la formation professionnelle et pour l'enseignement supérieur », a-t-il expliqué.

« Que les Tunisiens se rassurent »

Enfin, le Chef du gouvernement est revenu sur les spéculateurs qui profitent de la crise du COVID-19 pour faire du profit sur le dos des citoyens, notamment les plus démunis. « La situation s'améliore. Nous avons injecté une plus grande quantité de semoule sur le marché à hauteur de 60% de plus. Il existe encore des soucis dans la distribution, mais ce sera réglé car l'Armée et les sécuritaires assurent la sécurité des transports des marchandises. Toutes les usines travaillent à plein temps. Nos stocks stratégiques en alimentation équivalent à 500 millions de dinars. Nous avons stocké 100 millions de dinars pour l'énergie et 300 millions de dinars pour les médicaments. Que les Tunisiens se rassurent. S'il le faut, nous prendrons d'autres décisions », a encore souligné le Chef du gouvernement.

A la fin de son interview, le Chef du gouvernement a adressé ses remerciements aux Tunisiens, affirmant qu'il est conscient des difficultés traversées par les entreprises – de presse aussi – et par les citoyens. « Nous gagnerons cette guerre pour pouvoir repartir sur un nouvel élan de développement. Il existe des menaces, certes, mais aussi des opportunités. Nous devons être au rendez-vous et conserver cette unité », a-t-il conclu. ■

wininti

by BH ASSURANCE

تقضى شورك l'application

إلى تعمل بيها كل شىء وين ما تكون

BH ASSURANCE





COVID-19

14 décès, 455 cas confirmés, mais une situation relativement stable

Depuis l'apparition de la première contamination en mars 2020, des mesures drastiques ont été prises par les autorités tunisiennes en vue de limiter la propagation du coronavirus (COVID-19). D'après le dernier bulletin épidémiologique rendu public par le ministère de la Santé le jeudi 2 avril 2020, la Tunisie a enregistré 33 nouvelles contaminations le 1er avril 2020, sur 674 analyses médicales. De ce fait, le nombre de cas confirmés atteint les 455 sur un total de 5130 analyses médicales effectuées depuis mars 2020.

Un examen rapide de ces chiffres permet de constater que la situation est plutôt stable au niveau des contaminations. D'ailleurs, la Directrice de l'Observatoire national des maladies nouvelles et émergentes (ONME), Nissaf Ben Alaya, l'a elle-même souligné dans une déclaration accordée à l'agence TAP jeudi dernier. Au fil des annonces et des bulletins épidémiologiques, le nombre d'analyses médicales est en augmentation, ce qui améliore la fiabilité des résultats obtenus. Le ratio contaminations-dépistages du 1er avril est donc plutôt faible: environ 4,8%, alors qu'il était bien plus élevé auparavant.

Face au COVID-19, il faut ratisser large

Pour les autorités tunisiennes, il s'agit, désormais, d'élargir au maximum l'échantillon des dépistages. Dans cette optique, 3000 appareils de dépistage rapide seront acquis selon une annonce du Directeur des soins de base et de l'hygiène, Docteur Chokri Hammouda. Ils devraient permettre d'effectuer pas moins de 4000 analyses médicales quotidiennes. Plus encore : pour appuyer l'Institut Pasteur et l'hôpital Charles Nicolle, plusieurs laboratoires d'analyse sont déjà mobilisés.

Toujours dans l'objectif d'élargir, au maximum, le dépistage du COVID-19, le ministère de la Santé, en collaboration avec

celui des Technologies de la communication et de l'économie numérique, a lancé Stop Corona en début de semaine. Et là encore, il s'agit de ratisser large en vue d'obtenir un maximum d'informations sur les cas suspects et de pouvoir les localiser. Il s'agit d'un questionnaire en ligne gratuit et anonyme à travers lequel les citoyens peuvent fournir des éléments utiles aux autorités publiques leur permettant de mieux cerner le virus.

14 décès sur le territoire national jusqu'au 1er avril

Par ailleurs, il faut rappeler que la maladie a emporté, jusqu'au 1er avril 2020, 14 citoyens : 3 décès à Sfax, 1 à Sousse, 2 à l'Ariana, 1 au Kef, 1 à Mahdia, 1 à Tataouine, 1 à Bizerte, 1 à Tunis, 2 à Médenine et 1 à la Manouba. Au niveau de la répartition géographique des contaminations, le gouvernorat de Tunis reste, de loin, le plus touché par le COVID-19 avec 104 cas confirmés. D'ailleurs, à lui seul, il comprend deux clusters : la Marsa et l'Ariana. N'oublions pas que des Tunisiens ont été emportés par le COVID-19 à l'étranger. En France, selon le Consul général de Tunisie à Paris, Riadh Ferchichi, 40 Tunisiens sont décédés en France. En Italie, un père de famille de 4 enfants a lui aussi succombé au COVID-19 jeudi 2 avril 2020. Il vivait dans la ville de Novare, située dans la région du Piémont, région de la plaine du Pô, qui se trouve dans le Nord-Ouest de l'Italie. Hamdi Zekri, Consul de Tunisie à Gênes, avait déclaré que 5 Tunisiens, au total, avaient succombé au corona en Italie.

Cela fait un bilan assez lourd, mais il faut noter que la Tunisie s'en sort plutôt bien pour le moment, même si chaque vie humaine perdue constitue un lourd tribut à payer pour toute la nation. En l'absence de traitement reconnu à l'unanimité par la communauté scientifique – hormis la chloroquine qui divise encore –, le confinement constitue l'un des moyens les plus efficaces en vue d'endiguer la propagation du virus. D'ailleurs, la période de confinement a été prolongée jusqu'au 20 avril 2020 par une décision du président de la République, qui s'était exprimé à l'issue du Conseil de sécurité nationale. Cette période devait prendre fin samedi 4 avril 2020. Sera-t-elle encore prolongée ? Tout dépendra de l'évolution de la situation épidémiologique et, aussi, du comportement de nos concitoyens. Les blouses blanches, les sécuritaires, les unités de la Protection civile, les douaniers et l'Armée sont en première ligne dans cette bataille contre le COVID-19, mais le citoyen a aussi un rôle à jouer et cela passe par le respect des consignes des autorités sanitaires. ■

M.F.K

Répartition géographique des contaminations

L'Ariana: 60 cas	Bizerte: 15 cas	Zaghouan: 2 cas
Médenine: 51 cas	Nabeul: 11 cas	Tozeur: 1 cas
Ben Arous: 45 cas	La Manouba: 10 cas	Sidi Bouzid: 3 cas
Monastir: 26 cas	Tataouine: 7 cas	Kairouan: 4 cas
Sousse: 41 cas	Gabès : 5 cas	Kasserine: 2 cas
Kébili: 28 cas	Mahdia: 8 cas	Gafsa: 5 cas
Sfax: 20 cas	Le Kef: 5 cas	Béja: 1 cas



Groupe
سيف
saiph

4 SOCIÉTÉS

saiph
groupe

saiphivoire
Groupe saiph

ifrikiasanté
Groupe saiph

steripharm
Groupe saiph



saiph **TUNISIE**

- **5 Usines**
- **600 Employés**
- **1^{er} Fabricant** de médicaments cardiovasculaires et d'antibiotiques génériques
- **Lauréat FIPA AWARD** du meilleur investisseur
- **Lauréat du prix Arab Investor Award**

saiph **IVOIRE**

- **Coopération sud-sud**
- **Nouvelle usine** pharmaceutique en Côte d'Ivoire comprenant 3 unités pour la fabrication des formes stériles, solides et liquides
- **Plateforme de distribution** de médicaments pour toute l'Afrique subsaharienne
- **23 Millions d'Euros** d'investissements



Le temps du compter sur soi

Par Samy Chambeh

Votre magazine « Réalités », qui titrait à la Une de son numéro n°1774-1775, le premier de cette année, « 2020, l'année de toutes les incertitudes », ne croyait pas si bien dire, puisque les événements lui ont donné raison : en plus de la crise économique et financière, notre pays – tout comme la plupart des pays de la planète – s'est trouvé confronté à une nouvelle contrainte de taille, à savoir la pandémie du Coronavirus qui soulève nombre de défis.

“
Il faudra faire jouer le compter sur soi, en actionnant volontariat et bénévolat et ce, à tous les niveaux, pour aider et s'entraider, à commencer par le cercle familial, puis le voisinage, et enfin au niveau de la communauté (quartier et délégation), outre les actions caritatives.”

« L'heure est grave », disait Nizar Yaïche, ministre des Finances du gouvernement Fakhfakh, lors de son intervention à la plénière de l'ARP (Assemblée des représentants du peuple), le 26 mars dernier.

En effet, la nouvelle crise du Covid-19 est venue s'ajouter au déficit sévère de nos équilibres extérieurs et de celui de nos finances publiques. Du coup, notre pays est devant trois défis majeurs.

D'abord, un défi sanitaire et sécuritaire. La multiplication des personnes contaminées, de jour en jour, met la pression sur un corps médical, toutes spécialités confondues qui, en dépit de sa bonne volonté et de son engagement au service de la population, commence à être dépassé surtout que le pic de la crise ne semble pas encore atteint, d'après nombre de spécialistes. Et la fourniture des tests de dépistage du virus ainsi que des masques, gants et combinaisons de protection à tous ceux qui sont au contact des malades, représentent un coût financier assez imposant auquel il faudra répondre et sans délai.

Aussi, pour soutenir les efforts étatiques en la matière, les contributions au compte « 1818 » restent précieuses pour la fourniture des fonds nécessaires, que ce soit de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, auprès de nos ressortissants et travailleurs à l'étranger.

Toujours au chapitre sanitaire, les autorités char-

gées de l'application de la loi, à savoir les différentes sections de la Police et de la sécurité intérieure, la Garde nationale et les brigades douanières, ont aussi un grand rôle à jouer pour faire respecter les mesures de confinement sanitaire généralisé et celles relatives au couvre-feu afin de garantir la sécurité des personnes en constituant, avec l'armée des blouses blanches, le rempart nécessaire contre cette pandémie.

De mal en pis

Le second défi est de nature sociale. Les dernières mesures gouvernementales, qui promettent une assistance financière et en nature (provisions à distribuer durant chaque décade) à quelque 900.000 familles nécessiteuses, démunies ou à revenu limité, sont venues désamorcer la grogne de cette couche sociale. Le confinement sanitaire généralisé a ajouté aux malheurs de ces ménages qui ne peuvent plus désormais gagner leur vie comme auparavant pour vivre au jour le jour.

Cependant, l'assistance aux personnes vivant sous le seuil de la pauvreté (pauvreté et pauvreté extrême), celles au chômage ou encore au chômage technique du fait de l'arrêt forcé de l'activité de nombre d'entreprises, ou celles exerçant dans les secteurs sinistrés, sans oublier les petits métiers et autres artisans, devrait coûter énormément, sur-

La prolongation du confinement pèserait lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages, déjà largement touché par la conjoncture nationale



tout lorsqu'on sait que la plupart de ces classes sociales ainsi que celle moyenne ne disposent pas d'une épargne consistante, compte tenu de la cherté du coût de la vie et de l'érosion du pouvoir d'achat moyen. Autre facteur qui peut peser lourdement dans la balance : le prolongement du confinement qui vient d'être décidé.

Mais une chose est sûre : malgré les bonnes intentions et le désir de bien faire affichés par nos responsables au gouvernement, la marge de manœuvre semble assez réduite, connaissant tous, la crise de nos finances publiques. Alors, où trouver les solutions de financement pour éviter le mécontentement social, voire une situation de chaos ?

Là encore, il faudra faire jouer le compteur sur soi, en actionnant volontariat et bénévolat et ce, à tous les niveaux, pour aider et s'entraider, à commencer par le cercle familial, puis le voisinage, et enfin au niveau de la communauté (quartier et délégation), outre les actions caritatives.

A ce niveau, les initiatives des personnes aisées et moins aisées, des associations caritatives ou à caractère social, et de celles d'autres représentants de la société civile (Scouts, Croissant rouge tunisien, Union tunisienne de la solidarité sociale, UGTT, UTICA, UNFT, etc.) doivent être multipliées, pour atténuer l'impact négatif de ces temps difficiles sur ces franges défavorisées et contribuer ainsi, au solutionnement d'un problème complexe dont la non résolution peut amener le climat social au bord de l'implosion. Dernier défi et non des moindres, celui économique.

Le confinement sanitaire généralisé (et les mesures de couvre-feu), bien que devenu incontournable pour ralentir la contamination, a des conséquences fâcheuses sur l'activité économique qui, au meilleur des cas, tourne au ralenti.

La réduction du nombre des entreprises et boîtes en activité, la limitation essentiellement à celles

exerçant dans tous les secteurs de l'alimentaire et dans les détergents et les médicaments, outre la réorganisation du travail avec l'institution de la séance unique (pour respecter le couvre-feu) et les doubles équipes (pour minimiser les risques de contamination que ce soit au travail ou dans les transports), pèsent indéniablement sur notre PIB (produit intérieur brut) et sur la création des richesses. Conséquence directe : le manque à gagner sera criant et les ressources générées ne pourront pas financer cet effort de lutte contre le Covid-19, surtout qu'il ne faut pas espérer des aides au niveau international, tant il est vrai que la plupart des pays « aisés » sont déjà en guerre contre la pandémie et se réservent leur assistance financière à leur secteur sanitaire, aux personnes précarisées, ainsi qu'à leur appareil économique pratiquement paralysé.

A la lumière de tous ces égards, le compter sur soi prend toute son importance, quitte comme l'a souligné récemment, à juste titre d'ailleurs le Président de la République, Kaïs Saïed, devant le Conseil de la sécurité nationale, à activer la collecte des fonds spoliés et à sceller des accords avec les hommes d'affaires de l'ancien régime. Pour une réconciliation nationale rapide et définitive. Le contexte actuel de solidarité s'y prête énormément.

Face à de tels défis majeurs, est-il temps pour nos politiciens d'enterrer, enfin, « la hache de guerre », de sonner l'heure de la communion, d'abord, pour donner l'exemple au reste de la population qu'on est en train de ramer tous dans le même sens et, ensuite, pour conjuguer leurs efforts afin d'arriver à bon port, de sauver en priorité autant que possible les vies de nos concitoyens et de permettre à notre économie de se maintenir prête à tirer profit dès que la reprise mondiale se profilera. Alors, trêve de démagogie assommante, de calculs politiques stériles et de populisme simpliste ! Faut-il y croire encore ? ■

“
La nouvelle crise du covid-19 est venue s'ajouter au déficit sévère de nos équilibres extérieurs et de celui de nos finances publiques. Du coup, notre pays est devant trois défis majeurs.
”



Kaïs Saïed s'adresse au peuple tunisien Quel rôle pour le chef de l'Etat?

Par Hatem Bourial

“
Qualifié de «pompiier pyromane», celui que les Tunisiens voient plutôt en «démineur» a-t-il raté le coche avec ce énième discours? C'est bien l'impression qui prévaut car, au lieu de rassurer et annoncer du concret, le président de la République s'est évertué, sans convaincre, à chasser des chimères et amoindrir davantage la cohésion des trois présidences.

Annonçant la prolongation du confinement, le président de la République a prononcé un discours aux accents contrastés.

Au lieu de se contenter d'établir un état des lieux de l'action publique face à l'épidémie du coronavirus, Kaïs Saïed s'est lancé, selon ses détracteurs, dans une diatribe dont l'opportunité est discutable. En même temps, les supporteurs du président ont applaudi son discours et défendent sa ligne révolutionnaire et sa volonté d'en découdre avec les pouvoirs de l'argent.

Le contexte se prêtait-il à ce discours offensif? Fallait-il se concentrer sur l'épidémie ou pourfendre les corrompus? Populiste pour les uns, visionnaire pour les autres, l'allocution du président est-elle parvenue à atteindre la dimension d'un discours rassurant et rassembleur?

Rien n'est moins sûr alors que le chef de l'Etat semble encore peiner à trouver le ton qui sied le mieux à sa fonction.

Le discours du président de la République à l'ouverture de la réunion du Conseil de sécurité nationale, n'a pas laissé indifférent. Au-delà des désormais traditionnelles remarques sur la langue utilisée par le chef de l'Etat pour s'adresser aux Tunisiens, ce sont le fond et la tonalité du discours qui ont retenu l'attention des observateurs.

Le cadre solennel du Conseil de sécurité nationale

” En effet, le contexte du discours était d'abord hautement symbolique puisqu'il s'agissait d'une allocution inaugurale des travaux du Conseil de sécurité nationale, une instance pleinement mobilisée

durant cette épidémie du coronavirus. De plus, les décisions attendues après cette réunion au sommet avaient trait à la prolongation du confinement, alors même que plusieurs enjeux commençaient à se poser. Beaucoup de personnes en difficulté ne parvenaient pas à trouver des solutions, des pénuries et des problèmes d'approvisionnement viciaient le jour et une compréhension insuffisante des mesures d'aide décidées par le gouvernement provoquait des mouvements de protestation dans plusieurs régions.

Kaïs Saïed a articulé son discours autour d'une idée-force selon laquelle des erreurs avaient été commises dans la gestion de la crise du coronavirus. Pour le président de la République, les erreurs doivent être vite rectifiées et les méthodes de travail revues. A cet égard, Saïed a mentionné des exemples ayant trait aux conditions de mise en quarantaine ainsi qu'au rapatriement des Tunisiens échoués à l'étranger. Concernant le fonds 1818, le président a pointé le manque d'empressement de certains et l'absence d'implication palpable de nombreux donateurs potentiels. Allant plus loin et martelant ses mots, Saïed a promis de prendre toutes les mesures de nature à résorber les déséquilibres financiers dans le pays.

En porte-à-faux par rapport à l'action gouvernementale

Ainsi, la tonalité du discours s'avérait inattendue et plutôt offensive. Là où l'opinion attendait un président qui réaffirmerait que la lutte contre l'épidémie avançait mais qu'il fallait redoubler de vigilance et consolider le confinement, c'est un Saïed

DIRASSATY

BOURSE D'ÉTUDES



JE PRÉVOIS... J'ANTICIPE.

Le contrat **DIRASSATY** vous permet de constituer une épargne sécurisée servie sous forme de bourse d'étude ou de capital, en vue d'assurer à votre enfant le financement de ses études ou de ses projets futurs à l'âge que vous aurez choisi à la souscription. Plus de détails sur notre site internet.

www.carte.tn



remonté contre le manque de soutien à son initiative de créer un fonds, qui est apparu. Au lieu de relever les efforts du gouvernement, le président a préféré désigner l'inaction des donateurs et la montée subreptice des spéculateurs. Ce faisant, Saïed met le gouvernement et les députés devant leurs responsabilités tout en soulignant ce qu'il estime une défaillance de la solidarité nationale. Se voulant rassurant pour les couches les plus fragiles de la population et les habitants des régions défavorisées, le président a jeté un pavé dans la mare. Il a en effet souligné la nécessité de «récupérer l'argent du peuple» et aussi celle de prendre des mesures contre la dissimulation de fonds et l'absence de soutien aux efforts de l'Etat.

«Si nous étions en campagne électorale, l'argent serait apparu. Où sont ces sommes qui circulaient partout? Pourquoi n'apparaissent-elles pas aujourd'hui alors que nous sommes dans la crise?» s'est demandé le président. L'esprit de cette allocution ressemblait d'ailleurs étrangement à un discours de campagne, à une charge en règle contre les bénéficiaires supposés d'une oligarchie, voire d'une ploutocratie qui régenterait l'Etat. Ainsi, le président de la République a-t-il préconisé la création d'une commission qui aurait à superviser le transfert de fonds émanant de personnes «impliquées dans la corruption» vers les régions délaissées. La charge la plus dure a été réservée aux spéculateurs. Pour le président, il faut que le pouvoir législatif se mobilise pour aboutir à des textes de loi qui sanctionnent les spéculateurs et réviser la loi pénale pour «considérer la spéculation en matière de produits alimentaires comme un crime de guerre».

L'ensemble de ces propos, voire le lyrisme du discours présidentiel, ont été appréciés par le public. La fibre populiste et les qualités de tribun de Kaïs Saïed (qui s'obstine toutefois à parler une langue trop complexe) ont ainsi transformé ce qui devait n'être qu'un compte rendu et une annonce aux Tunisiens en discours mobilisateur anti-corruption.

L'argument clair-obscur de l'anti-corruption est-il démagogique?

Ne prenant pas toute la mesure de son statut de premier magistrat, le président de la République a préféré se placer en porte-à-faux par rapport à l'action gouvernementale qui resterait insuffisante. Au lieu de concentrer son discours sur l'épidémie, ses conséquences et la progression de la riposte, Kaïs Saïed a préféré faire entendre sa différence. Dans une certaine mesure, il s'exprimait comme l'aurait fait un opposant qui énumérerait les défaillances du gouvernement ou un candidat en campagne qui irait chercher des boucs émissaires à une situation tendue. Dans cet esprit, la cohérence globale de l'action publique n'est pas sortie indemne de ce discours. Prise dans son essence solennelle, cette allocution signifie-t-elle que la priorité du président en matière de sécurité nationale concerne la lutte contre la corruption?



Ou encore, Saïed nous place-t-il dans une configuration où la lutte contre le coronavirus ne peut se faire que parallèlement au combat contre les corrompus de toutes sortes? Cette confusion des registres amoindrit la centralité de l'épidémie et peut être perçue comme un déficit de vigilance alors que la mobilisation est de mise.

Pourquoi Saïed a-t-il préféré se lancer dans une diatribe alors qu'il était plutôt attendu au niveau de l'apaisement? Est-ce pour s'opposer au gouvernement et délimiter son pré carré, comme le soulignent certains observateurs? Est-ce plutôt par atavisme que le président s'est exprimé dans une posture de conscience morale, qu'il affectionne pour y être sincèrement sensible? Est-ce par démagogie qu'il a choisi de profiter des contestations nées de la mauvaise coordination gouvernementale, pour caresser son électorat dans le sens du poil?

Face aux urgences sanitaires, un plaidoyer pour les laissés-pour-compte

Beaucoup de questions se posent, y compris celles, fréquentes, selon lesquelles le président n'aurait pas encore pris ses marques et continue à s'exprimer comme le simple observateur de la vie politique qu'il a été ou le professeur de droit constitutionnel dont il refuse de quitter le costume. Dans le cas d'espèce, le discours présidentiel pouvait par moments être réduit à celui qu'aurait pu prononcer l'initiateur déçu d'un fonds de soutien qui n'aurait pas suscité l'adhésion attendue.

Qualifié de «pompier pyromane», celui que les Tunisiens voient plutôt en «démoneur», a-t-il raté le coche avec ce énième discours? C'est bien l'impression qui prévaut car, au lieu de rassurer et annoncer du concret, le président de la République s'est évertué, sans convaincre, à chasser des chimères et amoindrir davantage la cohésion des trois présidences. Il n'en reste pas moins que ce dernier discours de Kaïs Saïed a été bien reçu par de nombreux segments de la population qui y perçoivent un plaidoyer en faveur des laissés-pour-compte et le bien-fondé d'une démarche révolutionnaire. Mais est-ce bien l'urgence qui est posée à l'heure actuelle? Est-ce bien dans cette direction qu'il fallait remonter et galvaniser le moral des troupes, alors que l'épidémie est loin d'avoir dit son dernier mot? ■

“ Pour le président, il faut que le pouvoir législatif se mobilise pour aboutir à des textes de loi qui sanctionnent les spéculateurs et réviser la loi pénale pour «considérer la spéculation en matière de produits alimentaires comme un crime de guerre».”

La **STAR** et ses équipes
demeurent mobilisées
pour répondre
à vos questions



ALLO**STAR** 70 255 255
allostar@star.com.tn

#StayHome

#StayHappy





Politique

Une initiative législative et des remous

Par Hatem Bourial

Après avoir constaté la controverse suscitée par son initiative de projet de loi sur l'éthique des réseaux sociaux, le député Mabrouk Korchid a fait marche arrière toute. Retour à la case départ après une tempête qui a dénoncé sans aucune ambiguïté le caractère liberticide de cette fausse bonne idée.

“ Pour un politique, Korchid n'a pas eu de flair car il ne faisait aucun doute que son projet n'irait pas loin dans notre contexte actuel. Recalé, le député devra maintenant manger son pain désormais noir, tenter de se faire oublier et attendre un rebond dans l'avenir. ”

Quelle mouche a donc piqué Mabrouk Korchid? Cet élu de Tahya Tounes a provoqué une levée des boucliers nationale en plein confinement, à cause d'une initiative législative qui a fait contre elle l'unanimité de quasiment toute la Tunisie. Voyant les dégâts occasionnés par son projet de loi, Korchid s'est alors engagé dans un laborieux rétro-pédalage, tentant in fine de préserver sa propre carrière politique que de nombreux observateurs considèrent comme compromise après cette initiative malvenue selon eux et objectivement rejetée par l'opinion publique.

Sanctionner les dérives ou brider la liberté?

Le député Korchid a préféré retirer sa proposition qui a été au départ soumise à l'Assemblée des représentants du peuple par un groupe d'élus de différents partis. Le projet de loi visait à modifier l'article 245 du Code pénal relatif à l'éthique des réseaux sociaux. Ce texte avait plusieurs points controversés dont le plus contesté prévoyait des sanctions pour toute personne qui s'attaquerait à un député. Faisant marche arrière, Korchid niera le caractère répressif de son projet et soulignera qu'il ne visait pas à protéger les députés en particulier. Dans une publication sur Facebook, le député

estimera que sa proposition ne visait pas à faire taire les citoyens et limiter leurs libertés mais à protéger la société de certaines dérives palpables. A sa décharge, le député affirmera aussi que des lois similaires dont il s'est inspiré, existent dans plusieurs pays européens.

Il était déjà trop tard et le divorce entre ce politicien et l'opinion était consommé. Signe qui ne trompe pas: plusieurs députés se sont empressés d'annoncer le retrait de leur signature de cette initiative législative. Ils étaient pourtant 47 à avoir apporté leur soutien à celui qui fut à l'origine de ce projet désormais enterré. Les commentaires acerbes ont fait reculer les députés soupçonnés de vouloir faire taire toute critique à leur encontre. Quitte à menacer de prison et de fortes amendes les voix qui s'opposent à eux, les députés qui se sont rétractés ont clairement joué une carte jugée par trop brutale. En ce sens, la tempête de quolibets et de contestations née de cette initiative avortée a résumé un état d'esprit nettement observable. L'opinion publique est très remontée contre ses députés qu'elle juge indignes de leur fonction et plutôt mal élus.

Le slogan «Korchid Darek» a ainsi fleuri sur les réseaux sociaux. Il s'agit d'une expression construite avec le nom du député contesté et la de-

visé «Chid Darek» qui concerne le confinement et le fait de rester chez soi. C'est en quelque sorte un «Korchid Go Home» qui a douché les espoirs de ce député dont on ne comprend pas les tenants et les aboutissants de l'initiative. A-t-il été manipulé? A-t-il agi par conviction? Ces questions se posent car la nature liberticide du projet de loi ne faisant aucun doute, elle renseigne par ricochet sur la doctrine de cet ancien ministre en ce qui concerne les libertés publiques. De l'aveu général, la liberté d'expression née de la démocratie des réseaux est un gain historique pour les Tunisiens. On se demande dès lors pour quelles raisons et pour quel gain politique, un député irait aussi brutalement à contre-courant de la liberté. Qu'il y ait des abus sur les réseaux ne fait aucun doute. D'ailleurs, ces abus, lorsque leur gravité est évidente et leur caractère criminel avéré, ont toujours été pointés et punis. On se souvient de l'intox qui annonçait le décès de Mohamed Ennaceur et d'autres méfaits numériques qui ont valu à leurs auteurs d'être placés sous le coup de la loi. Que Mabrouk Korchid ait voulu par son projet, lutter contre ce type de dérives ne fait pas de doute. Seulement, quelles que soient son étendue et son universalité, cette initiative a été comprise comme une atteinte à la liberté d'expression et aussi comme une tentative de doubler l'immunité des députés par une autre protection contre laquelle les pointerait du doigt. Pour un politique, Korchid n'a pas eu de flair car il ne faisait aucun doute que son projet n'irait pas loin dans notre contexte actuel. Recalé, le député devra maintenant manger son pain désormais noir, tenter de se faire oublier et attendre un rebond dans l'avenir.

Une volée de bois vert et une leçon de démocratie directe

En attendant des jours meilleurs, cet élu de Tahya Tounes devra revoir sa copie et réviser la notion d'opportunité en politique. En effet, cette initiative qui, dans tous les cas de figure, bride la liberté d'expression, pose plusieurs questions dès lors qu'on analyse ce qui la sous-tend. Plusieurs points méritent qu'on s'y attarde pour comprendre pourquoi le député Korchid n'avait pas d'autre alternative que le retrait de son projet.

1. Le contexte de crise actuel a littéralement exacerbé les réactions du public. En effet, ce texte liberticide introduit au vote alors que les Tunisiens sont en pleine lutte contre l'épidémie du coronavirus, ne pouvait que disqualifier l'initiative. Soupçonnés d'agir à la manière des gouvernements qui font passer des lois impopulaires durant le mois d'août, alors que tout le monde regarde ailleurs, les signataires de l'initiative Korchid ont immédiatement été dénoncés par la vox populi. Les accusations ont vite fusé à l'image de la dénonciation d'une «dictature en marche sur fond de crise sanitaire» ou encore celle de la volonté des députés d'être «intouchables». Cette mauvaise estimation du timing de l'initiative menait naturellement à une impasse.

29 / 2020

إلى السيد رئيس مجلس النواب

الموضوع : مطلب ادراج مبادرة تشريعية و احالتها بصفة مستعجلة على انظار اللجنة المختصة طبق احكام النظام الداخلي السيد رئيس مجلس النواب نرفع الي سامي مقامكم و اعضاء مكتب المجلس الموقر نص تشريعي يهدف الي تحويل نصوص الفصول 245 و 247 مجلة جزائية و نلتبس احالتها طبق الاجراءات المستعجلة .

للاسباب التالية:

- 1- ان هذه المبادرة التشريعية تهدف الى "اخلاق الحياة السياسية و الاجتماعية" و ذلك عبر التصدي الى الجريمة الالكترونية المتعلقة بهتك الاعراض و المساس من شرف الافراد و الجماعات بدون وجه حق بغاية الحد من انتشار الاشاعات التي تمس من اعتبار الاشخاص و رمزياتهم الاجتماعية و السياسية.
 - 2- ان الجريمة الالكترونية المتعلقة في نشر الاخبار الزائفة شنت روجا ببلاندا في الفترة الانتقالية الاخيرة التي باتت تهدد العملية الديمقراطية برمتها في تونس. وهي التي هددت ديمقراطيات عديدة مثل فرنسا و ألمانيا مما اضطرهما الى سن قانون رادع لحماية الديمقراطية من العبث و توجيه الرأي العام عن طريق الاشاعة و الاخبار الزائفة.
 - 3- لارتباط هذا القانون بالانتخابات و مما يستوجب ان يكون في مدة معقولة قبل وقوعها, و اعتبارا لان الانتخابات المقبلة ستكون بالنسبة للمجالس الجهوية في افق سنة 2021 و هو ما يتطلب صدور القانون سنة قبلها حسيما اكدته اللجنة البنديقية و نظرا لكل هذه الاسباب و باعتبار ما اصبحت عليه الحياة الاجتماعية و الاقتصادية و السياسية نتيجة انتشار الاخبار الزائفة.
- فالمرجو من مكتب المجلس التفضل بإحالة النص بصفة مستعجلة على اللجنة المختصة.

و السلام
عن النائب
النائب مبروك كرشيد



L'initiative législative de Korchid a provoqué une levée de boucliers nationale, vu ses répercussions sur la liberté d'expression

2. De manière anecdotique, le projet de Korchid a été introduit sans aucune pédagogie en amont. Il est en effet apparu comme une génération spontanée, une sorte d'ovni politique que personne n'attendait à ce moment. Alors que les Tunisiens voyaient arriver le confinement, un député leur promettait de surveiller, un bâton à la main, leurs publications dans les réseaux sociaux. Cette goutte fera déborder le vase de la patience et du silence relatif devant les écarts de certains députés. Alors même qu'un tel projet est dans la nature des choses, sa présentation en catimini dans un contexte difficile, équivalait pour l'opinion à une tentative de passage en force. D'où le rejet massif et compréhensible de cette initiative qui non seulement tombait mal mais semblait relever d'une ruse politicienne.

3. Korchid s'est-il fait leurrer? Son parti ou ses soutiens l'ont-ils poussé à défendre ce projet précis dans ce contexte précis? Le fait que huit députés sur neuf du groupe Tahya Tounes ait soutenu l'initiative en fait de facto celle d'un parti. Tout d'ailleurs s'est passé comme s'il existait une connivence tacite quant à ce projet qui aurait pu passer si l'opinion avait eu le regard ailleurs, par exemple sur les victimes de l'épidémie ou les conséquences sociales du confinement. Tout aussi symptomatique, le retrait du projet a été décidé à deux heures du matin, dans une sorte de honte anonyme et feutrée qui se cachait des regards de l'opinion. Dans la posture de l'arroseur arrosé, Mabrouk Korchid et son parti Tahya Tounes sont bel et bien les dindons d'une farce dont on ne sait pas si les marionnettistes se cachaient dans l'ombre.

4. Dans sa mauvaise évaluation du contexte général, Korchid a aussi oublié deux éléments de taille. L'opinion publique n'a plus la langue dans la poche et ne se laisse plus mener par le bout du

“
Dans l'esprit du public, on chercherait avec des projets comme celui de Korchid, à faire taire toute forme d'expression afin de laisser quartier libre aux puissants. Telles sont d'ailleurs la lecture symbolique de l'initiative de Korchid et l'explication du tollé généralisé qu'elle a suscité.”

Bien que s'échinant à défendre bec et ongles sa proposition, Mabrouk Korchid a finalement lâché du lest en la retirant « provisoirement »



nez. Cette vérité a littéralement sauté au visage du député qui a été inondé de commentaires allant du sarcasme à l'humour vif. Les réseaux sociaux ainsi que les tribunes de la presse écrite et audiovisuelle, ont réagi au quart de tour et mis le député et ses appuis à rude épreuve. Signe des temps, les appuis de l'initiative législative de Mabrouk Korchid se sont débinés sans gloire et ont retiré leurs signatures en silence. En effet, le second élément sous-évalué par Korchid est bel et bien cette capacité de l'opinion à rappeler à l'ordre élus et gouvernants. Les Tunisiens ne décolèrent pas devant le rendement de leurs députés. Le sort de l'initiative Korchid est l'une des illustrations de cette défiance à l'égard des députés et des élus en général. Traquant les ressorts de la mauvaise gouvernance, les leaders d'opinion et le public ne laissent rien passer. Plusieurs organisations non gouvernementales et des lanceurs d'alerte de plus en plus nombreux apportent un contre-pouvoir évident et efficace. Ainsi, les députés qui étaient perçus comme les bénéficiaires directs de l'initiative Korchid, sont scrutés de près et ont été souvent rappelés à l'ordre. L'affaire des passeports diplomatiques, l'absentéisme caractérisé, les écarts de quelques-uns sont autant de casseroles que traînent nos députés. Plus grave encore que des commentaires sur les réseaux sociaux, fussent-ils à la limite de l'injure, la très sérieuse Instance nationale de lutte contre la corruption pointe plusieurs cas qui ont défrayé la chronique de ces derniers jours. N'évoque-t-on pas des députés qui auraient stocké des produits alimentaires en vue d'une probable spéculation? Ne parle-t-on pas de députés qui auraient tenté d'éviter la quarantaine à des personnes influentes de retour de l'étranger? Cette atmosphère générale s'accommode mal de la liberté de dénoncer qui règne dans les réseaux sociaux. Ainsi, dans l'esprit du public, on chercherait avec des projets comme celui de Korchid, à faire taire toute forme d'expression afin de laisser quartier libre aux puissants. Telles sont d'ailleurs la lecture symbolique de l'initiative de Korchid et l'explication du tollé généralisé qu'elle a suscité. Le public a de la

sorte immédiatement rejeté le ferment liberticide contenu dans ce projet et, par ricochet, réaffirmé sa volonté de ne pas se laisser déposséder de cette liberté de critiquer et de dénoncer - y compris en des termes crus - les écarts des gouvernants.

Le champion défait d'une censure qui ne dit pas son nom

In fine, c'est à une volée de bois vert et une leçon de démocratie directe que les 47 signataires de ce projet de loi ont été confrontés. Les choses se sont d'ailleurs emballées au point qu'une pétition visant à retirer la confiance à l'ARP et à lever l'immunité dont jouissent les députés, a été mise en ligne. La grogne contre le projet «korchidien» a été telle que l'Union générale tunisienne du travail et d'autres organisations de premier plan ont dénoncé l'initiative. Le Syndicat national des journalistes tunisiens et l'Ordre national des avocats ont aussi pris leurs distances par rapport à ce projet contre le crime électronique qui prévoyait l'emprisonnement pour une période minimale de deux ans de toute personne publiant ou partageant des propos visant les députés dans les réseaux sociaux.

Mabrouk Korchid pourra désormais ruminer son échec annoncé. Lâché par ses pairs qui ont préféré se rétracter, retirant piteusement son projet controversé, le député confiné dans la solitude pourra toujours marteler que l'esprit de son initiative était différent, qu'il ne se limitait pas à apporter des protections aux députés. Rien n'y fera. Ce sont probablement les nombreuses affaires en cours impliquant des députés qui ont exacerbé la colère de l'opinion. Que restera-t-il demain de cette affaire? Pas grand-chose, probablement jusqu'à la prochaine tentative de museler une liberté d'expression qui s'assume et se défend. Peut-être les surnoms peu glorieux de «Korchid-19» (en allusion à la crise sanitaire) ou «Korchid 404» (évoquant la censure d'Internet sous Ben Ali) colleront-ils à la peau d'un député ballotté dans tous les sens par une crise dont il a été l'instigateur malheureux. Champion défait d'une censure qui ne dit pas son nom, Mabrouk Korchid se souviendra certainement de cet épisode qui lui a valu d'être tancé et mis en minorité au nom de la liberté d'expression. ■

“
Soupçonnés d'agir à la manière des gouvernements qui font passer des lois impopulaires durant le mois d'août, alors que tout le monde regarde ailleurs, les signataires de l'initiative Korchid ont immédiatement été dénoncés par la vox populi.
”

DANS UN MONDE QUI CHANGE, ON PEUT DEVELOPPER SON ENTREPRISE TOUT EN PRESERVANT L'ENVIRONNEMENT



FINANCEMENT VERT POUR LES ENTREPRISES

L'Ubcï soutient la transition écologique et garantit votre efficacité énergétique.

Avec son crédit vert, bénéficiez de :

- Conditions avantageuses
- Accompagnement technique sur mesure

www.ubci.tn | Centre de Relations Clients : 70 000 050

l'oktik



UBCI GROUPE BNP PARIBAS
الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change



Libye : Entre Covid-19 et combats **Guerres sans trêve**

Les combats en Libye entre les milices du GNA dirigé par Fayez Sarraj et les troupes de l'ANL du Maréchal Khalifa Haftar font rage et s'intensifient de plus en plus. D'un autre côté, les premiers cas de contamination par le Covid-19 dans le pays sont annoncés.

Malgré cela, pas de changement d'attitude du côté des deux camps qui semblent vouloir tirer profit chacun à sa manière de la pandémie pour réaliser des avancées sur le terrain.

En effet, ni les appels répétés de l'ONU, ni ceux de plusieurs pays occidentaux et arabes à une «trêve» n'ont trouvé d'écho favorable. Bien au contraire, alors que le monde entier se trouve engagé dans une lutte contre un ennemi invisible commun à tous, le Covid-19, les combats entre les deux camps rivaux en Libye gagnent en intensité, sans aucun égard pour la population civile.

Ce qui fait que, et en l'absence de statistiques réelles sur la situation épidémiologique, le Covid-19 sévit dans un pays déchiré par des combats qui ne connaissent pas de trêve. Les quelques annonces timides des autorités offi-

cielles de Tripoli – GNA - sur la présence de quelques cas confirmés, ne donnent pas une réelle idée sur les dégâts occasionnés par le nouveau coronavirus.

En vérité, et selon les informations qui nous parviennent de nos sources sur place, c'est l'embrasement total depuis que Fayez el-Sarraj, le Chef du gouvernement d'Union nationale (GNA) reconnu par l'ONU, avait lancé son offensive « *tempête de la paix* ».

Depuis, les combats font rage et les deux parties rivales essuient de lourdes pertes.

Ce sont des combats inédits en intensité. À Tripoli, dans plusieurs quartiers au sud de la capitale, les tirs de l'ar-



tillerie lourde sont nourris depuis plusieurs jours, mais très peu d'informations filtrent sur l'issue de ces combats. Elles varient selon les sources, chaque partie s'attribuant des avancées et affirmant avoir fait reculer l'autre.

Les combats les plus violents avaient eu lieu près de la ville côtière de Syrte dont le Maréchal Khalifa Haftar s'est emparé et qui était jusque-là contrôlée par le gouvernement de Sarraj. Et c'est justement là qu'un drone du GNA a visé la salle des opérations de l'Armée nationale libyenne (ANL), tuant plusieurs de ses officiers, notamment le major général Salem Diryag, chef des opérations dans le secteur, appartenant à la même tribu que Khalifa Haftar.

En réponse, l'ANL a lancé l'offensive « *Aigles de l'enfer* » et attaqué les positions des milices de Misrata à Abu Qurayn, près de Syrte. Ces positions sont visées par d'intenses raids aériens. Plusieurs sources affirment qu'une cinquantaine de combattants de Misrata ont trouvé la mort. L'ANL quant à elle, a essuyé de nouvelles pertes lors des combats au sol.

Dernier épisode de cette guerre trop ignorée, une offensive lancée, mercredi 25 mars, par les forces du GNA contre des positions des forces pro-Haftar au sud de Tripoli pour récupérer la base aérienne d'Al-Watiya à 125 kilomètres à l'Ouest de la capitale. Voulant venger leurs morts, les forces du Maréchal Haftar ont répliqué par des bombardements d'une rare intensité sur des quartiers résidentiels dans la banlieue sud de la capitale libyenne.

L'opération des forces du GNA à Al-Watiya a, en grande partie, échoué : non seulement la base aérienne n'est pas tombée entre leurs mains, mais les forces pro-Haftar en ont profité pour prendre le contrôle de Zliten à l'Est de Tripoli et encercler la ville de Zouara à l'Ouest. Ras Jedir, le poste frontière avec la Tunisie au Nord-Ouest de la Libye, jusque-là contrôlé par les forces du GNA, serait également menacé. Avec le maintien de ces lignes de front et le renforcement de certaines positions, Tripoli semble être encerclé à l'Ouest comme à l'Est par les forces de Khalifa Haftar. Les forces du GNA ont, en revanche, réussi à progresser au Sud-Ouest de Tripoli jusqu'à Al-Aziziyah.

Misrata pour entrer à Tripoli

Sur le terrain, l'ANL semble concentrer ses frappes sur les milices de Misrata et au cours des derniers jours, son artillerie a poursuivi ses frappes sur Mitiga, alors que les frappes aériennes étaient en cours sur Misrata et à l'Est



Les forces pro- Haftar gagnent du terrain dans plusieurs régions du pays

de la ville. Des combats de rues et des échanges de tirs nourris ont eu lieu à Abou Slim, au Nord de la prison et sur l'axe aéroport.

Selon nos sources, à Mitiga, ce sont des objectifs bien déterminés qui sont ciblés par les tirs d'artillerie alors qu'un drone turc est abattu par la LNA au Sud de Misrata. Il s'agirait du 6e ou 7e en moins de 30 heures. En effet, dans l'après-midi de mercredi, un drone UCAV turc a été abattu au sud de Tripoli à Qasr Bin Ghashir. Il faut souligner que l'hécatombe des drones turcs dure depuis mardi soir. En effet, un drone qui avait décollé de l'aéroport de Zouara a été abattu. Un autre, parti de la base de Misrata, avant l'attaque de l'ANL, s'est crashé dans le secteur d'Al Sekt au Sud de la base alors que le 5e drone abattu l'a été à l'Ouest de Qasr Bin Ghashir. De sources turques, on n'infirme pas ces informations mais on tient à relativiser la situation qu'ils ne jugent pas aussi catastrophique, comme annoncé par l'ANL.

D'un autre côté, on fait savoir que des soldats turcs logés dans l'Air College de Misrata ont été tués durant les frappes de mardi soir. Mercredi 1er avril, l'artillerie de l'ANL n'a pas lâché prise et tira sans discontinuer sur des batteries miliciennes aux lisières nord de Nasr Forest et dans Bab Bin Ghashir.

Les combats gagnent en intensité

Jeudi, selon des témoins de l'intérieur de Tripoli, des explosions étaient entendues dans les quatre coins de la ville, de Janzour jusqu'à Fourraj. Mais personne ne sait ce qui se passe réellement. *« Ce qui est sûr, c'est que les combats les plus acharnés ont actuellement lieu sur la route de l'aéroport et à Hadhaba »*, poursuit notre témoin.

Par ailleurs, à Misrata, Haftar poursuit le pilonnage de la ville et attaque la zone d'Al Aziziyah, à l'ouest de Tripoli, en utilisant des tanks et des bombardements massifs. Des frappes d'artillerie visent la route de l'aéroport à l'entrée



En dépit des appels répétés de l'ONU ainsi que de plusieurs pays occidentaux et arabes à une « trêve », Fayez Sarraj et Khalifa Haftar semblent choisir la politique de la terre brûlée

de Tripoli. Ces frappes dénotent de la volonté des troupes de l'ANL d'atteindre leur ennemi là où il se trouve.

Parallèlement, les frappes d'artillerie s'intensifient sur Mitiga alors que des avancées à Abou Slim et Hadhaba sont signalées du côté de Haftar. Les frappes aériennes se poursuivent sur Abou Ghayn où un important groupe de miliciens misrati a été visé à l'intérieur d'une station de pétrole. Aucune information à ce propos n'a filtré du côté du GNA de Sarraj, alors que leurs adversaires annoncent que les milices se sont fait tailler en pièces à Zamzam, Abou Ghayn, Abu Slim et Zouara où une puissante explosion a été entendue alors que les frappes aériennes se poursuivent au sud de Misrata.

Alors qu'on annonce que le leader de la milice du GNA à Zouara, Mohamed Salem Bahroni, plus connu sous l'appellation « Al Far », et qui avait torturé le Général Amer, pilote de son état, a été blessé jeudi à Tripoli, l'ANL fait état de la mort de 12 membres des milices du GNA, de la destruction de 18 véhicules militaires et de la destruction totale du centre de commandement et de contrôle relevant du GNA à Zouara. 21 autres véhicules ont été détruits par les frappes aériennes entre Zamzam et Abou Ghayn.

Un journaliste américain présent sur place affirme que la situation est très complexe et qu'elle donne l'impression, du moins pour tous ceux qui prêtent attention à l'évolution des choses sur le terrain, que *« l'ANL envahit toute la Libye avec le soutien des Libyens, que la Turquie soit d'accord ou non »*. Et de relever que *« chaque point fort tenu par le GNA et soutenu par la Turquie est écrasé par les troupes de Haftar »*. Et comme pour étayer son témoignage, il précise que si on lui demandait combien de drones turcs sont tombés au cours des dernières 24 heures, il répondrait qu'il en avait compté 7.

Selon des sources fiables, de nombreux équipements de drones turcs avaient été déplacés vers la base navale d'Abu Sittah. Des officiers et opérateurs turcs se trouvent toujours à l'hôtel Corinthia.

Alors que les troupes de l'ANL se rapprochent dangereusement du centre de la capitale et que Sarraj est la cible de virulentes attaques et accusations, Noman Ben Othman, un de ses principaux soutiens et bailleurs de fonds, l'accuse à présent de s'entourer de mafieux et de ruiner la patrie!

La Rédaction



Alors que la situation épidémiologique se complique de jour en jour à cause du Covid-19, la Libye demeure déchirée par des combats atroces

Individuelle Scolaire

★ **L'individuelle scolaire
assure vos enfants de 3 ans
jusqu'à la fin de leurs études supérieures**

Une protection à la maison, à l'école
ou lors de leurs activités extra-scolaires



Suivez l'histoire de **Chedi**
et participez à notre jeu sur facebook

Le Maréchal Khalifa Haftar

Peut-il réunifier la Libye ?

Par Yasmine Arabi

Il est traité de tous les noms qui font l'impopularité d'un chef militaire et le déshonorent. Il est criminel de guerre pour ses « frères » ennemis de l'Ouest, et agent de la CIA pour les anti-Américains, nombreux à l'intérieur comme à l'extérieur de la Libye. Le Maréchal, rebelle, débarqué des Etats-Unis d'Amérique en 2011, où il était réfugié depuis une vingtaine d'années, pour rejoindre la rébellion et contribuer à la chute de Kadhafi, déchaîne les haines plus que les passions, alors qu'il s'impose désormais comme l'homme fort de l'Est libyen et le militaire qui tient tête à Fayez Sarraj, le premier ministre officiel de la Libye, reconnu par la communauté internationale.

“
C'est peut-être un mélange de tous les scénarios, un plan encore inimaginable, qui mettra fin à la guerre en Libye, avec la contribution et l'accord du Maréchal Khalifa Haftar. ”

Sur le terrain, à la tête de l'Armée nationale libyenne qu'il a créée en 2014 des restes de l'armée de Kadhafi et de quelques milices tribales, alors que le pays était livré à la guerre civile, ce militaire de 77 ans, né à Ajdabiya (Nord-Est libyen), issu de la tribu des Ferjani, dont le fief est Syrte, ville natale du colonel Kadhafi, s'avère d'une efficacité redoutable : il élimine une à une les milices islamistes pro-Congrès général national basé à Tripoli et récupère la majeure partie du territoire, dont le croissant pétrolier où se situent les plus importants gisements. Le Maréchal Khalifa Haftar s'est, en effet, bâti une légitimité sur ces faits d'armes : l'affrontement des milices islamistes qui terrorisaient Benghazi en 2013, puis, trois ans plus tard, l'appropriation du Croissant pétrolier, le cœur économique du pays. Ces milices, constituées pendant la guerre civile, ont continué à semer la terreur après les premières élections démocratiques de juillet 2012, qui ont donné le Congrès général national (composé majoritairement de partis libéraux et de quelques formations islamistes). Ce contexte d'insécurité a plombé l'activité économique. En 2013 et 2014, des groupes armés bloquent plusieurs installations pétrolières, la principale source financière du pays. Résultat : en un an, la production pétrolière est divisée par six.

Après son retour au pays en 2011, le Maréchal Khalifa Haftar devient rapidement l'un des hommes forts non islamistes de la rébellion; il est membre du Conseil national de la transition et chef d'Etat-Major de la nouvelle armée libyenne. Pourtant, il choisit de retourner aux Etats-Unis par crainte de connaître le même sort que les autres

chefs non islamistes de la rébellion assassinés les uns après les autres. Il revient en 2014, quand le pays est livré à des tensions politiques et aux milices islamistes et se prépare à de nouvelles élections pour remplacer le CGN par une Chambre des représentants. Elles ont lieu le 25 juin 2014 sur des braises. La loi d'épuration politique, votée en 2013, qui exclut définitivement du pouvoir toute personne ayant eu des responsabilités du temps de Kadhafi, exacerbe les tensions entre les différents partis politiques. Les islamistes seront les grands perdants de ces élections qui vont déclencher une guerre civile dès l'été 2014. Les partis islamistes ne reconnaissent pas les résultats du vote et choisissent de remettre en place le CGN dans lequel ils avaient plus de pouvoir. La Chambre des représentants part à son tour s'installer à Tobrouk dans l'Est du pays. La Libye est désormais coupée en deux. L'ambiance est suffisamment chaotique pour que l'organisation de l'Etat islamique en profite et s'installe à Syrte.

La communauté internationale est aux abois, la solution réside dans le partage du pouvoir entre les deux adversaires. D'où les Accords de Skhirat, signés le 17 décembre 2015, qui proposent la mise en place d'un gouvernement d'union nationale supervisant le CGN et la Chambre des représentants. En échange, le CGN devient le Haut Conseil d'Etat et la Chambre des représentants, le parlement libyen. Fayez Sarraj est nommé Premier ministre et reconnu par la communauté internationale. Le CGN soutient l'installation de son gouvernement à Tripoli, le 5 avril 2016. Ce ne sera pas le cas pour la Chambre des représentants de Tobrouk qui décide de revenir sur ses engagements de Skhirat. Une décision, dit-on, prise sous



la pression de Haftar, cet ancien proche, puis opposant, de Mouammar Kadhafi qu'il a connu à l'Académie royale militaire de Benghazi, quand il y est entré à l'âge de 20 ans, et avec lequel il a participé au coup d'Etat qui a renversé le roi Idriss Senoussi et mis fin à la royauté en Libye, en 1969.

La marche vers Tripoli

Avec le soutien des deux géants de la géopolitique mondiale (Etats-Unis et Russie), de celui non avoué de la France, de l'Egypte, des Emirats arabes unis, et en premier, celui de ses partisans qui contrôlent la Chambre des représentants siégeant à Tobrouk, le Maréchal avance difficilement, certes, mais inexorablement vers Tripoli. L'entrée en jeu de la Turquie d'Erdogan aux côtés de Sarraj ne change rien à sa stratégie offensive, sa défiance s'en est trouvée au contraire renforcée et sa force de frappe démultipliée. Au courant de la dernière semaine, les échos venant de Libye faisaient état du rapprochement des forces de Haftar des frontières ouest tuniso-libyennes, puis de la prise du passage frontalier de Ras Jedir, ainsi que de l'assaut imminent contre Tripoli. A Tunis, l'alerte est à son maximum, le dispositif des forces armées déployé au sud est renforcé et la fin de la guerre en Libye paraissait proche. Des rumeurs ont même circulé sur l'évacuation de Favez Sarraj de Tripoli.

Le Maréchal Haftar pourra-t-il effectivement réaliser ce que nul autre n'a pu même planifier, la réunification de la Libye, ou au moins d'une grande partie de ce pays déchiré, coupé en deux ? Personne n'est en mesure de l'affirmer ou de l'infirmer, tant le conflit libyen a gagné en complexi-

“

Avec le soutien des deux géants de la géopolitique mondiale (Etats-Unis et Russie), de celui non avoué de la France, de l'Egypte, des Emirats arabes unis, et en premier celui de ses partisans qui contrôlent la Chambre des représentants siégeant à Tobrouk, le Maréchal avance difficilement, certes, mais inexorablement vers Tripoli. ”

té et menace désormais toute la région et au-delà. Même la solution politique prônant le dialogue inter-libyen, la plus vendable aux belligérants libyens et la plus soutenue par ses voisins la Tunisie, l'Algérie et l'Egypte, n'a pu aboutir à un résultat positif et concret. C'est le bruit des bottes et des bombes qui reste audible et la solution militaire la plus « sérieuse ». Cette option est envisagée par nombre d'analystes et de spécialistes de la géopolitique qui n'hésitent plus à développer quelques scénarios probables, d'autres beaucoup moins, de fin de guerre avec Haftar. Tout est mis sur la table : de la conquête militaire de l'ensemble ou d'une partie du territoire libyen à l'organisation d'une élection présidentielle à laquelle Haftar se porterait candidat, en passant par la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, pour stopper la guerre civile dont il serait l'homme fort. Les géopoliticiens se sont mis à compter avec les hypothèses les plus invraisemblables tant l'urgence de sortir la Libye de l'ornière infernale est devenue le souhait des ennemis englués dans le conflit autant que celui des amis, des proches et des voisins. Finalement, c'est peut-être un mélange de tous les scénarios, un plan encore inimaginable, qui mettra fin à la guerre en Libye, avec la contribution et l'accord du Maréchal Khalifa Haftar. Ceci, si les intérêts des forces locales en place ne changeront pas quand les armes se seront tues. Car il n'est un secret pour personne que les tribus qui soutiennent aujourd'hui Haftar, protégeaient aussi Kadhafi. Or, certains de leurs chefs pensent très fort aujourd'hui au fils du Colonel, Saïf al-Islam. Mais c'est là une histoire à raconter après la fin de la guerre. ■

Reprise post-corona Une question de crédibilité publique

Par Aleya Becheikh

Les mesures exceptionnelles prises par les pouvoirs publics afin d'endiguer les effets du coronavirus sur l'économie sont, à vrai dire, venues à point nommé. La crise semble en effet profonde.

Indubitablement, le plan d'action anti-corona est le mieux à même, dans les limites des moyens disponibles, de répondre au problème de trésorerie de plusieurs entreprises, de prendre en charge nombre d'employés mis au chômage technique et de soutenir le pouvoir d'achat d'une frange de ménages et de populations pauvres.

Cependant, la reprise économique post-corona va être conditionnée par la capacité du gouvernement à maîtriser la dette et à honorer ses engagements vis-à-vis des entreprises et des ménages en cette crise qui frappe de plein fouet une économie chancelante.

De cette capacité de gérer la crise actuelle va dépendre la crédibilité de l'action publique, facteur essentiel de confiance et, par-là, de reprise économique dans un futur relativement proche.

La réalité est qu'en dépit du rôle partiellement stabilisateur du plan anti-corona, l'effet d'hystérie lié à la crise sanitaire va ajouter à la mollesse de l'activité économique à laquelle fait face le pays depuis des années, laquelle mollesse repose fondamentalement sur la persistance d'incertitudes d'ordres politique, institutionnel, fiscal et réglementaire.

Les analyses récentes des institutions internationales donnent à penser que la symétrie du choc exogène du coronavirus va avoir des répercussions fort déstabilisantes sur l'économie mondiale, lesquelles répercussions pourraient selon toute vraisemblance dépasser celles de la crise de 2008.

Dans ce cas, la Tunisie ne serait pas à l'abri d'une nouvelle vague de récession mondiale et épargnée à la fois par une contraction de la demande d'exportation, un repli éventuel des flux d'investissement étrangers et une tension sur les marchés internationaux de capitaux.

Ces incertitudes ne seraient pas sans effet sur le

sentiment général d'inquiétude de la communauté des affaires et surtout des entreprises exportatrices basées dans le pays.

Par ailleurs, les difficultés que vont connaître plusieurs entreprises au sortir de la crise sanitaire ne seraient pas des moindres en termes de perception sur les perspectives économiques futures, au vu du fléchissement prévisible de l'activité économique. Force est de rappeler que le gouvernement a d'ores et déjà revu à la baisse le taux de croissance économique à 1% pour 2020 contre 2,8% prévus initialement.

En période de récession, la décrue de l'activité économique débouche sur un chômage de masse et une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Normalement, les ménages vont accroître leur épargne de précaution pour faire face aux incertitudes de la conjoncture. D'où un ralentissement de leur consommation et une baisse conséquente de la production et de l'emploi. En parallèle, les entreprises anticipant le recul de l'activité vont rationner, voire renoncer aux nouveaux projets d'investissement et se défaire d'une partie de leur main-d'œuvre, ce qui accentue la crise.

La morosité des perspectives de croissance au double plan national et international, serait logiquement de nature à exacerber l'état des incertitudes qui gagne le pays, lesquelles incertitudes n'aideraient guère à sortir rapidement l'économie nationale de sa torpeur.

Toute la question est de savoir dans quel état l'économie tunisienne sera au sortir de la crise Corona. Sera-t-elle en mesure de rattraper le déficit d'activité produit par le coronavirus dans une première étape et de reprendre le chemin de l'investissement et de la croissance dans une deuxième étape ?

Gagner en crédibilité pour réduire les incertitudes et favoriser la reprise

L'économie tunisienne traverse des moments extrêmement difficiles. De l'agonie béante de l'investissement national à une récession mondiale imminente en passant par la crise Corona entrée

“
La morosité des perspectives de croissance au double plan national et international serait logiquement de nature à exacerber l'état des incertitudes qui gagne le pays, lesquelles incertitudes n'aideraient guère à sortir rapidement l'économie nationale de sa torpeur.
”



Amour, gloire et KUV₁₀₀

Découvrez la nouvelle KUV 100 plus équipée que jamais!
À partir de **34 990 dt**

INFOLINE
70 130 130



Mahindra
Rise.

AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VÉHICULES DE TOURISME

TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SFAX - Rte de Gabès, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151



La Tunisie ne serait pas à l'abri d'une nouvelle vague de récession économique mondiale

en lice, le pays doit faire face à une situation complexe où s'entremêlent rattrapage et reprise. Passer le cap et réussir la nécessaire reprise économique dans des délais raisonnables seront tributaires de la confiance des agents économiques, notamment les investisseurs dans la gestion publique.

Les pouvoirs publics se doivent de gagner en crédibilité pour réduire les incertitudes et contrôler les anticipations économiques susceptibles de limiter les dégâts et faciliter la remontée de la pente en douceur.

La crédibilité du gouvernement doit être de mise. Pour ce faire, ce dernier est appelé à faire montre de compétence et de cohésion dans la gestion de la crise Corona.

Premièrement, dégager un bilan sanitaire acceptable en termes de prise en charge et de traitement des infections. Le nombre final de patients et de décédés sera un baromètre d'efficacité de la stratégie de réponse des pouvoirs publics à la crise sanitaire.

Deuxièmement, imposer l'autorité de la loi face aux comportements de prédation et de monopolarisation, ainsi qu'aux infractions aux règlements de confinement et de circulation. De la capacité d'appliquer la loi va dépendre la force du gouvernement.

“
L'économie tunisienne traverse des moments extrêmement difficiles. De l'agonie béante de l'investissement national à une récession mondiale imminente en passant par la crise Corona entrée en lice, le pays doit faire face à une situation complexe, où s'entremêlent rattrapage et reprise.
”

Troisièmement, mettre en œuvre et dans les délais impartis, toutes les mesures décrétées par le gouvernement en faveur des entreprises et des ménages pour contrer les effets du coronavirus. Sur-tout, il importe de ne pas lésiner sur les moyens. Ce sera un indicateur de performance et de réactivité du gouvernement dans la gestion de la crise.

Quatrièmement, s'assurer de la cohérence des décisions et de la coordination appropriées entre les services publics attestera de la cohérence du gouvernement, facteur favorable à la stabilité politique et à la croissance économique.

Cinquièmement, fédérer les efforts collectifs et valoriser l'élan de solidarité nationale donneront la preuve de la responsabilité de l'Etat en tant que catalyseur de la cohésion sociale.

Seule une telle attitude sera en mesure de rétablir la crédibilité des pouvoirs publics, condition sine qua non du regain de confiance en le gouvernement, de la réduction des incertitudes et in fine, du rehaussement des capacités de production, facteurs favorables au retour graduel de l'investissement et de la reprise économique post-corona.

Faute de quoi, l'économie nationale risque de s'enliser dans une spirale dépressive néfaste non seulement à la transition politique mais aussi à la stabilité sociale. ■



LLOYD
ASSURANCES



ASSURANCE AUTO

تهنئ بالتأمين ضدّ "الكوارث الطبيعية"
LLOYD ASSURANCES معاك



70 019 166

www.lloyd.com.tn



L'ambiguïté autour du rôle de la BCT

Par Mohamed Ben Naceur

La pandémie du Covid-19 n'a épargné quasiment aucun pays. Et chaque pays essaye de se défendre avec ses moyens propres. En plus des mesures sanitaires qu'il faut nécessairement déployer, il y a lieu de mobiliser des ressources financières pour venir en aide à l'économie en général et aux ménages et entreprises plus particulièrement.

Cependant, les moyens sont assez rares en ce moment. Il va donc falloir inventer de nouveaux mécanismes de financement, car si l'on veut préserver le peuple du Corona, il ne faut déjà pas le laisser mourir de faim. Ainsi, le Chef du gouvernement a annoncé un nombre de mesures en faveur des plus démunis mais également des entreprises. La BCT a, quant à elle, abaissé son taux directeur de 100 points de base. Toutefois, la question qui se pose est celle du moyen de financement de cette enveloppe quand les caisses sont vides et les recettes en berne. Ainsi, de nombreux experts ont-ils proposé diverses solutions comme une émission obligataire très large, le recours aux bailleurs de fonds et pourquoi pas, la création monétaire tout simplement. Nous essayerons dans ce qui suit d'analyser quelques options.

Faut-il rappeler au départ que la BCT n'a pas joué le jeu qu'il faut en période de crise. Il est presque stupide d'avoir un taux directeur à 6.75% en pleine crise économique, alors que tous les pays du monde tendent vers des taux nuls. Ceux qui défendent ce niveau par le fait que l'inflation demeure encore forte, vivent dans un autre monde. La crise du Covid-19 aura un impact inflationniste quel que soit le niveau des taux, car nous sommes face à une pénurie d'offre et non pas un problème de demande. Partant, la BCT pourrait rattraper le coup et faire baisser son taux directeur de 300 ou 400 points de base. Une telle mesure permettrait aux entreprises de respirer et leur éviterait des faillites programmées. Cet allègement des charges financières permettrait aussi au gouvernement et donc au budget de l'Etat de supporter les aides aux entreprises.

Quant à la planche à billets, il faut souligner que contrairement à ce qui se dit ici et là, la théorie monétaire, initiée par Friedman au milieu du siècle dernier, ne recommande pas son utilisation. Bien au contraire, toute relance par l'Etat financée par

création monétaire ne peut être qu'inflationniste. En effet, Friedman a toujours défendu l'idée qu'en multipliant l'argent, on n'enrichit pas une économie mais au contraire, on l'appauvrit. Par ailleurs, beaucoup d'économistes tunisiens mettent en avant et citent comme exemple le programme de financement américain et européen de sortie de crise de 2008 ou « quantitative easing » et qui n'a pas été inflationniste. En fait, les circonstances particulières de la dernière décennie ont rendu cela possible pour ces pays, suite au développement du commerce mondial et à l'importation de produits asiatiques (la Chine est devenue l'usine du monde) et suite également, à l'existence de marchés financiers très développés qui ont pu absorber les excès de liquidité (les cours boursiers ont plus que doublé). Pour simplifier, les excès de liquidités permettent d'acheter des produits chinois dont les recettes sont utilisées par la Chine pour acheter des titres américains et européens.

De là à vouloir utiliser ce même raisonnement par notre pays est une absurdité car le contexte est totalement différent : la Tunisie n'utilise pas sa monnaie pour importer et satisfaire la demande générée par la création monétaire. Or, la demande d'importation représente plus de la moitié des besoins de consommation et d'investissement du secteur privé et de l'Etat. Bien que les moyens financiers de l'Etat ne permettent pas aujourd'hui de faire face aux besoins de l'économie, le fait de pousser à financer ces nécessités par la création monétaire, est une opération risquée et qui ne peut se justifier que dans le cas où ces déficits seraient temporaires et que ce financement permettrait de les réduire par la relance de la production locale. Car il faut bien que la monnaie créée trouve sa contrepartie soit dans la sphère réelle, soit dans la sphère financière. Cependant, lorsque ces déficits deviennent durables, ils ne peuvent être satisfaits que par des importations, donc par des devises. Sinon, place à l'inflation et à la dépréciation de la monnaie.

Moralité de l'histoire, la création monétaire peut s'utiliser seulement pour une partie des besoins. Seuls les déficits sains causés par la conjoncture particulière actuelle pourraient bénéficier de ce type de financement. L'Etat, la BCT et les banques doivent coordonner leur stratégie pour bien piloter cette opération. ■



ADVANCED e-TECHNOLOGIES

When Technology means Liberty

- COMMUNICATION & COLLABORATION
- CLOUD COMPUTING
- INFRASTRUCTURE UNIFIÉE
- STOCKAGE & SAUVEGARDE

- CYBER SECURITY
- CRM & ERP
- VIDÉOSURVEILLANCE & CONTRÔLE D'ACCÈS
- MATÉRIEL INFORMATIQUE



Des souks pas comme les autres Un univers anarchique et convivial

Par Yasser Maârouf

Face à l'augmentation exponentielle des prix, de plus en plus de Tunisiens se rabattent sur les souks hebdomadaires, surtout ceux du dimanche, où les prix sont plus abordables et le choix de marchandises et de victuailles est plus grand. En effet, les souks du dimanche ne ressemblent à rien d'autre : leurs lieux, leurs articles, leur clientèle et leurs vendeurs sont très différents de tout ce que l'on voit ailleurs.

Visite guidée dans un univers qui est à la fois anarchique et convivial, de ces souks qui se tiennent souvent sur des terrains vagues ou dans des ruelles en périphérie de la ville et en particulier celui où l'on vend des animaux...

Il y a d'abord le souk situé aux abords de la rue Sidi Abdesslem, près de Bab Saâdoun. Surnommé « le souk des voleurs », on y trouve souvent des objets arrachés à leurs propriétaires, volés dans des maisons ou dans des voitures. Cela va des portables coûteux, revendus au dixième de leur prix, mais sans aucune garantie, aux montres de luxe et aux lunettes de marque.

Objets volés

Régulièrement, des rafles sont organisées pour arrêter des personnes recherchées ou pour récupérer des objets volés, lorsque de nombreuses plaintes s'accumulent. C'est alors panique à bord : des dizaines de jeunes et même de moins jeunes partent en courant dans diverses directions, abandonnant leur marchandise étalée sur des tables branlantes. Certains se font cependant coincer et finissent la journée au poste...

Ailleurs, du côté de Mellassine et de la cité Ezzou-

hour, d'autres vendeurs tentent d'écouler une marchandise de mauvaise qualité, souvent originaire de Chine ou de Turquie. Ce qui attire les clients ici, ce sont les prix très abordables. Les ustensiles en plastique sont vendus à un dinar en moyenne. Les piles, les tubes de colle forte, les briquets à gaz, les cadenas varient entre deux et cinq dinars, ce qui est beaucoup plus bas que les boutiques.

La foule est constituée de personnes modestes, pour ne pas dire pauvres. Mais on trouve aussi un grand nombre de personnes appartenant à la classe moyenne, qui ont vu leurs revenus rétrograder face à une inflation galopante. Ils viennent ici, car ils ne peuvent plus se rendre dans les grandes surfaces, où les prix sont hors de portée. Ils achèteront des casseroles en aluminium, des ustensiles en plastique, des objets usagés auxquels ils tenteront de donner une seconde vie.

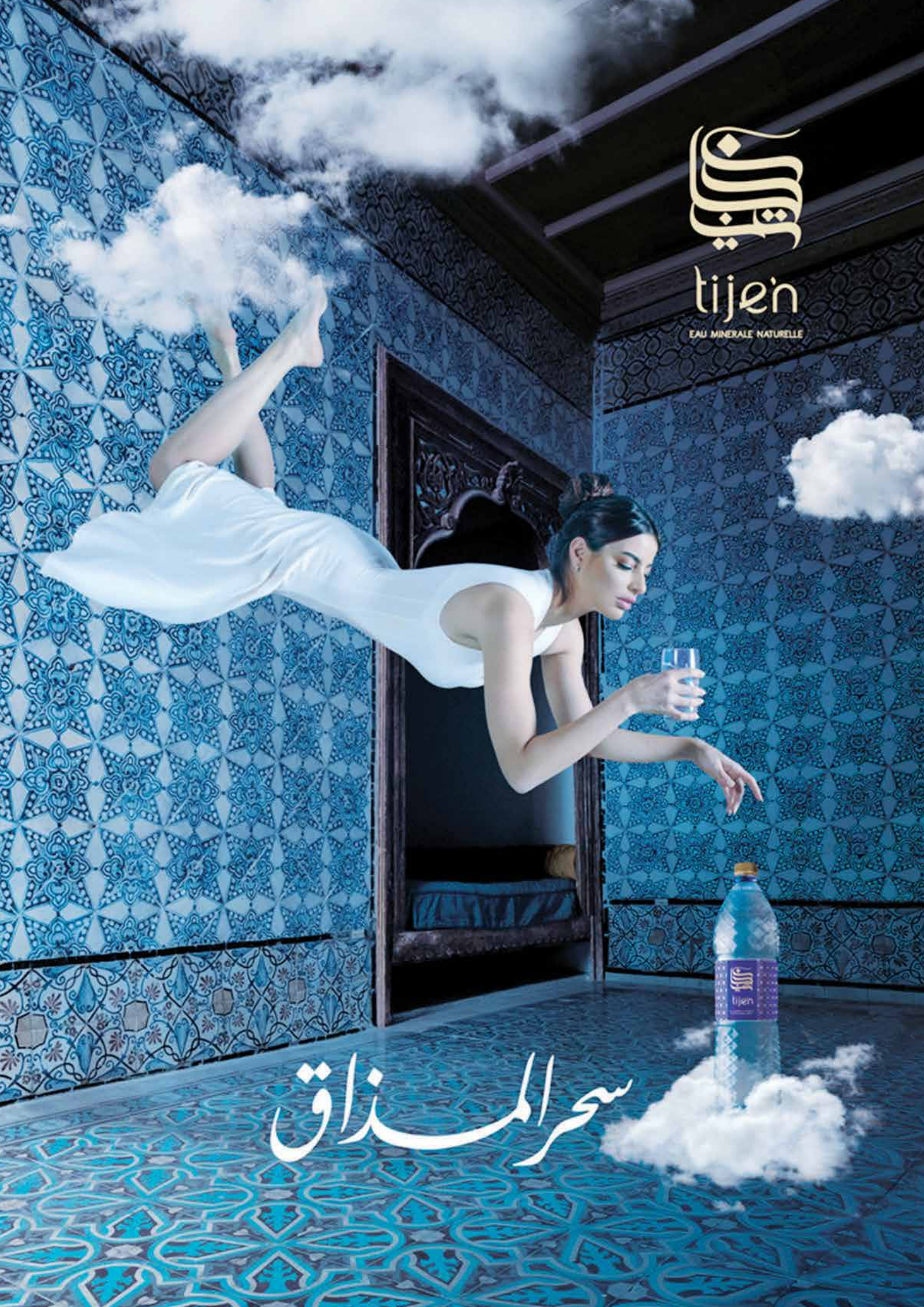
Puis, nous nous rendons dans un souk original : celui des animaux de compagnie qui se tient le dimanche matin, aux environs du marché Moncef Bey. Il offre un spectacle inattendu, avec des rues entièrement occupées par des marchands d'un genre très spécial. On y trouve des chats et des chiens bien sûr, mais aussi des poules, des lapins, des perroquets, des canaris, des poissons, des tortues, des éperviers, des paons, etc. « *J'ai même vu des singes, un renard et une fois un aigle aux ailes immenses* », assure un habitué des lieux. Une véritable Arche de Noé!

Toutes ces belles bêtes tentent de survivre dans des cages exiguës, au bout de laisses de cuir ou sur les plages arrière des voitures. Le public qui visite ces lieux est généralement familial, à la re-



tijen

EAU MINÉRALE NATURELLE



سحر المذاق



**Le Souk des animaux,
"une véritable Arche
de Noé..."**

cherche d'un petit chien, d'un lapin ou d'un poisson rouge. Il y a de jeunes femmes qui cherchent à acquérir un caniche, des enfants peu habitués aux animaux qui tentent de caresser un chien ou un lapin, une foule d'amoureux d'oiseaux chanteurs à la recherche d'un canari à la voix exceptionnelle. Les objectifs diffèrent, mais tous ces visiteurs sont animés de la même passion pour les animaux de compagnie.

« Se sentir moins seul »

Une demoiselle en manque de tendresse reconnaît : « *L'envie d'acheter un compagnon correspond à un désir de ne sentir moins seule* ». Mais elle n'a pas trouvé le compagnon qu'elle recherchait, notamment à cause des prix trop élevés : entre deux et trois cents dinars le petit chiot de race, ce n'est pas à la portée de toutes les bourses. Selon un mari visiblement dominé par sa douce moitié, « *cette quête d'un animal de compagnie peut également être l'envie d'avoir un ami qui vous écoute sans vous contrarier* ». A moins que ce ne soit le désir de retrouver certaines sensations qui vous rapprochent de la nature. Vaste question que peu de visiteurs se posent...

Mais ce souk des animaux est en train de changer depuis quelques années. Il y a d'abord l'invasion par d'autres types de marchandises, qui n'ont rien à voir avec les animaux, notamment de nombreux étals de friperie, de pièces mécaniques usagées, de chaussures et autres objets divers et variés qui ne devraient pas être dans cet espace réservé au marché des animaux.

Un éleveur de chien qui vient là depuis des années affirme : « *Il y a des vendeurs peu scrupuleux qui font beaucoup de mal à ce difficile métier* ». Certains de ces éleveurs vous proposent des chiots de quelques jours, qui n'ont pas été sevrés et qui sont fragilisés par le froid et l'absence de leur mère.

D'autres chiens plus âgés sont élevés dans le noir total, ne sortant que le soir et n'obéissant qu'aux ordres tyranniques de leurs maîtres, des conditions qui les rendent agressifs, bagarreurs. Certains vendent des chiens dont l'agressivité est reconnue à l'échelle mondiale et qui sont même interdits sous d'autres cieux : pitbulls ou rottweilers, tous dressés pour l'attaque...

“
**Il serait utile que
les services vétérinaires de la municipalité de Tunis
interviennent
chaque dimanche,
afin de protéger les animaux
contre les mauvais
traitements et les
visiteurs contre
les arnaques ou
les escroqueries.**”

Régulièrement, des bagarres opposent ces chiens, avec des mouvements de fuite dans la foule et des cris de frayeur face à ces molosses. De longues minutes sont alors nécessaires pour séparer ces bêtes déchaînées et ils se retrouvent haletants, pitoyables, la gueule en sang. Victimes de la trop grande proximité entre les animaux, les proies sont parfois de petits chiots apeurés ou des chiens plus faibles.

Il y a aussi les animaux qui se promènent sans muselière, d'autres qui sont battus à grands coups de ceinture et ceux qui sont attachés très court, au point d'étouffer. Il y a les cages trop exigües, la proximité du souk des mobylettes, bruyantes et polluantes, de quoi stresser hommes et animaux, la cohue des visiteurs et les pickpockets qui s'en donnent à cœur joie...

Certains animaux en voie d'extinction et donc théoriquement protégés, sont proposés à la vente de temps à autre. Cela va de l'épervier à l'aigle, en passant par de petits singes et des oiseaux exotiques. Des conventions internationales ont été signées pour éviter ce commerce illicite, mais personne ici ne le sait, ni ne s'en soucie. Certains oiseaux ne peuvent pas survivre longtemps en captivité et ils se laisseront mourir au bout de quelques jours, en refusant notamment de se nourrir.

Parmi les aberrations constatées, on trouve des souris de laboratoire, dont la provenance reste bien mystérieuse. Le vendeur a refusé de nous en indiquer l'origine, devenant même menaçant devant notre insistance... Plus exotique, il y a de temps à autre des tortues de Californie qui sont carnivores et qui ont fait des ravages en Europe, dévorant toute la faune dans les rivières où elles sont abandonnées lorsqu'elles deviennent encombrantes.

Des contrôles, il y en a de temps en temps, sporadiquement, trop mollement. Il serait donc utile que les services vétérinaires de la municipalité de Tunis interviennent chaque dimanche, afin de protéger les animaux contre les mauvais traitements et les visiteurs contre les arnaques ou les escroqueries. Les animaux sont des amis de l'homme qu'il faut apprendre à respecter, à aimer et non une marchandise... ■



*Passez des vacances incubliables à
l'Alhambra Thalasso...*

ALH
ALHAMBRA
THALASSO
★★★★★
YASMINE HAMMAMET

La Thalassothérapie par excellence...



B.P. 66 - 8052 Yasmine Hammamet - Tunisie
Tél: +216 72 240 590 - Fax: +216 72 240 720
E-mail: commercial@alhambra-thalasso.com
www.alhambra-thalasso.com

Member of

WARWICK
International Hotels

Les mégalithes & les sépultures protohistoriques de Tunisie

Par Alix MARTIN



Alignement (Thala)



Tumulus

La tâche que nous entreprenons est très délicate : essayer de cerner la Protohistoire de l'Afrique du Nord, spécialement celle de la Tunisie à travers les monuments semblant se rapporter à cette époque. Qu'est-ce que la Protohistoire ? Existe-t-il une Protohistoire de l'Afrique du Nord, en particulier de la Tunisie ?

La protohistoire

On pourrait écrire que c'est la période qui s'étend de la Préhistoire, c'est-à-dire l'âge de la pierre, à l'Histoire, entendons l'âge de l'écriture. C'est aussi, disent certains, le début de l'âge des métaux : le bronze et le fer. Cette période immense comprend l'ensemble des monuments culturels ou funéraires indigènes, parfois contemporains des premiers siècles historiques, car l'extraordinaire permanence « berbère » est incontestable.

L'ignorer ou la négliger serait mutiler gravement l'Histoire du Maghreb. La diversité des données archéologiques, préhistoriques et historiques, qui se chevauchent, ne permet pas de fournir une réponse satisfaisante. Comment qualifier de protohistoriques des monuments tels que le « Médracen » (IVe - IIe siècle av. J.C.), le « Tombeau

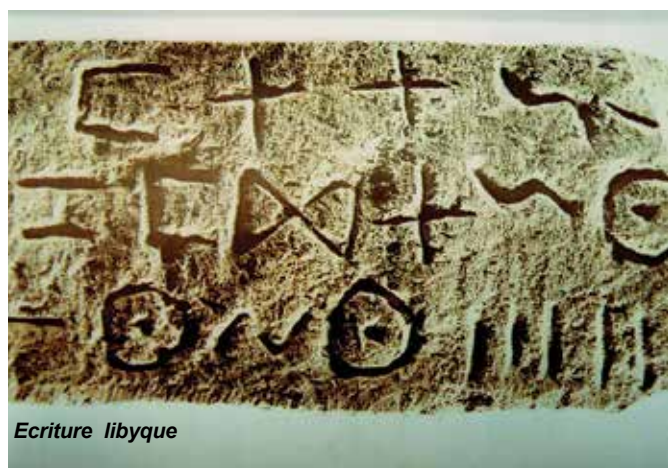
de la Chrétienne » (IIe - Ier siècle av. J.C.), les « Djedars » (IVe - VIe siècle ap. J.C.), alors que nous pouvons les rattacher à des événements ou à des personnages parfaitement historiques mais dont les « fondements » architecturaux sont bien antérieurs ? Peut-on les qualifier de « libyques » ou d'« africains » alors que certains monuments sont antérieurs à l'installation des Berbères en Afrique du Nord, par exemple, certains tumulus ?

Ces pratiques funéraires comprennent peu de grands types : elles visent à faire disparaître les corps par crémation ou consommation par les animaux, ou à conserver les corps, soit sous la surface du sol et tous les tombeaux, du simple trou aux hypogées monumentales des Pharaons, soit au-dessus de la surface du sol par exposition, dans les arbres par exemple ou dissimulation dans un tombeau construit ou un tas de terre et de pierres.

Nous pensons que l'Homme étant l'Homme, à différentes époques, en différents lieux, confronté au même problème, il peut avoir eu les mêmes réactions sans qu'on pense à des influences étrangères : les « Haouanet » tunisiens, excavations creusées par l'Homme ont-elles été influencées par celles de Cappadoce en Turquie ? Commençons par les monuments culturels les plus simples qui ont cependant conservé tous leurs secrets.

Les pierres « dressées »

Pour ne pas parler de « Menhir » comme en Europe puisque nous ne savons pas si les « pierres dressées » de Tunisie ont (avaient) les mêmes objectifs, commençons par remarquer qu'elles sont assez peu nombreuses. Elles vont de l'énorme bloc dressé de R'chedad Touila en Khroumirie, isolé dans une arête rocheuse, aux alignements de modestes pierres de Bulla Regia jusqu'aux dalles importantes de Thala, Bou Ghanem el Kedim et à celles de Chehoud el Batel, c'est-à-dire « les faux témoins » qui véhiculent une légende : à l'occasion d'un mariage, douze des participants auraient fait un faux témoignage. En punition, un magicien « juif » les aurait pétrifiés. Quelle population les a dressées ? A quelle époque ? Dans



Écriture libyque

Menhir (pierres dressées)



Dolmen



Monument mégalithique



le cadre de quel culte? Ces « pierres dressées » dont certaines font encore l'objet de mystérieux cultes ruraux féminins, ont conservé tous leurs secrets !

Les tumulus

Ils pourraient sembler être les plus « simples » des sépultures : un amoncellement de pierres et de terre, de forme nécessairement conique ou pyramidale, recouvrant un ou plusieurs corps. Ce type de sépulture semble avoir été utilisé jusqu'à l'époque islamique. On y a vu aussi un type utilisé par des populations, vivant surtout au Sud de la Tunisie, bien qu'on découvre des tumulus et leurs « avatars » jusqu'à Chemtou au pied de la Khroumirie. En Tunisie, on a distingué les tumulus, souvent modestes, isolés ou groupés comme à Jebel Nador, près de Zouarine (Dahmani) où on en compte plus de cent « dressés » sur un flanc de colline et les « Tumulus de sommet » isolés. Comme ils sont souvent à proximité d'un site habité dès l'Antiquité, on y a vu le tombeau d'un grand propriétaire terrien, plus ou moins « déifié » en saint patron protecteur du hameau de ses employés. Les petits tumulus isolés peuvent être découverts très au Sud de Mdhilla ou Gafsa ou dans le centre du pays. Les Tumulus peuvent être construits « à degrés », bordés par des bandeaux de dalles, plus ou moins taillés. Ils peuvent comporter une excavation qui a pu être une « Chapelle » et être dotés au sommet, d'une « construction » bâtie. Ils peuvent aussi se transformer en « Bazina ». Ils comprennent alors une base contenant la ou les sépultures et parfois, un couloir d'accès permettant le réemploi du monument. Cette base cylindrique est ceinte d'un bandeau de pierres taillées. Elle est surmontée d'un cône de pierres. L'archétype de ce monument est la Bazina de Chemtou. Les tumulus sont répandus dans tout le Maghreb et même au Sahara. Ils échappent souvent à toute tentative de datation faute de mobilier ou d'ossements datables.

Les haouanet (en arabe, le singulier 'Hanout' signifie 'boutique').

Ce sont des tombes creusées, toujours au-dessus de la surface du sol, dans des rochers isolés ou des parois rocheuses. Elles sont parallélépipédiques de dimensions modestes : de 1 à 2 m. Elles ont un plafond plat ou à deux pans qui se termine parfois en cul de four. Leur sol peut être creusé d'une petite fosse et leurs parois, souvent celle qui se trouve en face de la « porte - ouverture », toujours verticale, sont souvent creusées d'une niche, parfois encadrée de peintures. La « Porte » pouvait être fermée par une dalle ou un muret. Nous pensons que ces tombes étaient réemployées puisque certaines, au Jebel Zid, près de Zaghouan, sont dotées de 2 lits. Des peintures, des « pilastres », des sculptures, tels que des serpents, des têtes de taureaux ou des pieds de lit, peuvent les garnir. L'usage de peinture ocre et les « personnages » peints renvoient à leur origine indigène même si certaines scènes, la peinture de Kef el Blida

(Khroumirie), prouvent une influence carthaginoise. Certains graffitis, tel un personnage « dansant » devant un taureau (Jebel Mangoub - Bir Bou Regba), sont peut-être d'origine crétoise. Ces tombes sont surtout fréquentes dans le Nord-Nord/Est tunisien du Cap Bon à la Khroumirie.

Les constructions mégalithiques

Nous n'écrivons pas « Dolmens » comme en Europe pour les monuments mégalithiques de Tunisie. Certains sont de simples dalles à peine soulevées d'un côté, d'autres sont en partie dotés d'un mur construit ou adossés au rocher comme dans le Djebel Gorra près de Thibar. Certains sont si petits (L = 70 cm - hauteur = 30 cm) ou posés à quelques centimètres d'un sol rocheux qu'on ne peut penser y mettre un corps. Faut-il imaginer un rite de décharnement (qui a existé en Tunisie à Djebba près de Thibar) et la récupération d'un ou des os en vue d'une inhumation ?

Certains sont des « monuments » de grande taille comme les « dolmens à portique » d'Ellès près d'El Sers. Certains sont groupés en ligne, à flanc de colline comme à Hammam Zouakra, Thigibba (Makhtar). Certains, comme à Makhtar, sont formés d'une suite de tombeaux accolés et dotés à l'avant, d'une « chapelle ». Elle communiquait, par la paroi du fond, au moyen d'un « passage » ou trou aménagé permettant d'y faire passer le corps. C'était certainement des sépultures à réemploi puisqu'à Makhtar, il y a plusieurs corps dans le même tombeau ou une paroi coulissante comme à Henchir Mided/Mididi près de Makhtar. La construction de ces « monuments » a exigé, certainement, une cohésion sociale forte, une technique affirmée et une croyance importante. Certains sont isolés, comme dans le Sud tunisien vers El Guettar, d'autres sont groupés dans des nécropoles importantes. Il arrive dans quelques cas que les mégalithes voisinent avec des Haouanet, à Bulla Regia, à Kalaat Senan par exemple, ou soient proches de tumulus comme à Chaouach près de Medjez El Bab. Qu'est-ce qui nous permet d'écrire que ces « monuments », ces tumulus ou ces Haouanet datent de la « Protohistoire » tunisienne ? Dans beaucoup de cas, dans de grands monuments, on a trouvé du « mobilier » dans certaines tombes. Il semble bien que tous ces « monuments » aient été érigés durant l'immense période qui couvrirait pratiquement le dernier millénaire av. J.C. au minimum.

Les survivances

On a des difficultés à comprendre l'histoire antique de la Tunisie 'berbère' si on ne tient pas compte de deux évidences. Le Berbère a été très perméable aux influences étrangères. Il n'est que de constater à quelle vitesse il s'est d'abord « punicisé », puis « romanisé » : la langue, l'urbanisme, les dieux ont été adoptés. Mais il est non moins certain que le Berbère « conservé » durant des millénaires et conserve toujours certains us et coutumes ainsi que des croyances antiques. ■

Les avatars de la «souveraineté nationale » aux temps du Coronavirus !



Mustapha Attia

Calamiteux aura été le «*débat*» sur la «*souveraineté nationale*» en ce temps de désarroi : la preuve, le pays est retombé au stade «anal» (selon l'expression freudienne) de la régression morale, au point qu'on peut se demander si nous ne sommes pas revenus aujourd'hui aux temps de la décadence totale quand l'enfer de la guerre était présenté comme un paradis et que les mensonges des inquisiteurs religieux passaient pour des vérités révélées ! On vient de découvrir une race de têtes «*bien-pensantes*» qui ont un système «*global*» d'interprétation du monde et qui sont persuadées de détenir les clés de la marche de l'histoire. Elles ne cessent d'en appeler à un «soulèvement de la conscience patriotique». Certains sont fascinés par des spiritualités diffuses qui ramènent l'homme à un «élément d'un grand tout » et «une espèce parmi d'autres», en rupture avec l'idée d'une dignité première de l'être humain comme être d'interrogation et de liberté, doté de raison, élément central de notre héritage universel. Ceux qui ont ouvert la boîte de Pandore et se sont exprimés avec force en appelant à un protectionnisme éhonté au nom de la «*souveraineté nationale*» pour lutter contre la pandémie du coronavirus ne savent pas qu'en ouvrant trop vite cette dangereuse boîte, il arrive qu'elle nous explose à la figure. Pourtant, il n'y a pas de meilleure métaphore du monde d'aujourd'hui que d'imaginer que nous sommes tous embarqués sur un même bateau. Cette pandémie a provoqué une nouvelle redistribution des cartes géopolitiques, stratégiques, économiques, sociales et culturelles. Notre pays, comme tous les pays du monde, est aujourd'hui dans la tourmente. L'anarchie menace. Les opinions, les analyses et les approches les plus diverses s'entremêlent et s'entrechoquent sur ce sujet

complexe, épineux et grave, mais n'abordent jamais l'essentiel. Au lieu de se pencher sur le danger qui nous menace, on se livre à des pratiques de politique politicienne. On fait même de la surenchère et de mauvais calculs. Le concept de «souveraineté nationale» a connu des évolutions progressives par étapes successives, subissant ainsi les effets du temps qui passe, qui use, qui altère et qui détériore à telle enseigne que la signification du concept a connu des inflexions notables. Cette «*souveraineté*», chère aux populistes, n'est plus la célèbre notion définie dans le traité de Westphalie en 1649 après la guerre de Trente ans qui a divisé l'Europe. Ce traité a consacré la notion de «souveraineté» des Etats, notion qui n'est plus celle définie par le théoricien politique français Jean Baudin (1530 - 1596) au terme de la guerre civile en France vers la fin du seizième siècle, ni non plus celle définie par Jean Jacques Rousseau dans son livre «Le contrat social». Puis encore, que reste-t-il des principes institués dans la Charte de l'ONU au sujet du droit de chaque Etat à la protection de sa «souveraineté nationale inaliénable» ? La planète Terre est devenue un «petit village», comme l'avait prédit Kheiredine Pacha (1822 - 1890) dans son célèbre livre «*Aqwam al- masalik fi marifat ahwal al- mamalek* » (Les voies les plus justes pour réaliser les meilleures réformes), un siècle et demi avant l'avènement de la mondialisation. Tout cela nous conduit à placer une question aussi grave à l'écart des surenchères politiques et idéologiques. Nous sommes devant un immense défi que chaque nation doit relever en y apportant son génie propre pour lutter contre cette pandémie et pour bâtir ensemble un monde plus juste et plus solidaire, même si un même niveau de vie pour tous reste une utopie. ■

SHARP

J-TECH INVERTER

*Save Energy up to 77%
Save Money*



REFRIGERATION FOR GENERATIONS

Over 100 years of trust delivered for the well being of humanity

For generations, SHARP Refrigerators have kept your food fresh and delicious. sleek and energy efficient. they are equipped with the latest inverter technology for optimum freshness. Sharp ensures that you and your loved ones deserve the best in life for years to come.

Eat Well! Live Well!



Tunis: 71 205 211 - 71 205 218 - 71 332 444 / **Sousse:** 73 308 447 / **Sfax:** 74 222 005
www.bsb-equipements.com.tn

Le Covid-19 et la fin de la globalisation heureuse !



Hakim Ben Hammouda

La pandémie du Covid-19 est en train de bouleverser notre monde comme nous ne l'avons jamais vu en temps de paix. Par l'ampleur de ces pertes humaines, la rapidité de sa transmission et notre incapacité à arrêter sa propagation, ce virus est à l'origine d'une grande angoisse et d'une peur sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

Mais, en plus des peurs et des fureurs, cette crise sanitaire de grande ampleur est en train de remettre en cause nos modes de pensées et nos pratiques politiques, économiques et sociales au cours des décennies passées. Cette pandémie est venue nous montrer grandeur nature les dérives de notre monde et un productivisme globalisé qui a eu des effets effrayants sur la nature et la société. Parallèlement aux angoisses et aux effrois, le Covid-19 est à l'origine d'une réflexion majeure sur le monde d'avant, nos dérives passées et notre monde à venir.

Plus rien ne sera comme avant, avaient prévenu responsables politiques, acteurs de la société civile, intellectuels et penseurs. C'est un autre monde que nous devons nous attacher à définir et à reconstruire ensemble.

Et probablement, l'une des premières grandes révisions concerne la globalisation dont les douces certitudes nous ont bercés pendant plus de trois décennies. Le projet de la globalisation néolibérale s'est présenté à nous comme la réponse à la crise du modèle de l'Etat-nation hérité du système westphalien et qui a régi le monde depuis le 17^e siècle. La globalisation nous permettait d'échapper au monde de la modernité et de nous inscrire dans celui plus joyeux et moins contraignant de la postmodernité. Mais, elle favorisait également une sortie de l'Etat providence qui éprouvait les plus grandes difficultés à faire face aux incertitudes et aux difficultés du monde d'après-Seconde Guerre mondiale.

La crise du Covid-19 est en train de remettre en cause la globalisation heureuse qui a dominé le monde depuis les années 1980 et qui a offert le nouveau cadre de formulation des politiques économiques et des grands choix de politique publique. Mais, il faut dire que cette pandémie n'est pas la crise du monde global et qu'elle vient probablement donner le coup de grâce à cette dynamique en panne depuis des années. Nous avons eu la grande crise financière de 2008 qui a montré les dérives de la globalisation financière et l'instabilité qu'elle fait régner sur le monde. Les années post-crise financière ont été aussi marquées par les débats et les critiques sur la montée des inégalités que la globalisation a renforcée.

La pandémie du Covid-19 est venue renforcer la crise de la globalisation et la mélancolie qui la couvre depuis quelques années. Les politiques mises en place aujourd'hui et les choix et les décisions des acteurs économiques sont en train de façonner un nouveau monde et une nouvelle architecture qui vont renforcer la sortie de la globalisation débridée mise en place depuis quelques décennies.

Cette sortie de la globalisation heureuse s'observe, nous semble-t-il, autour de six points essentiels. Le premier concerne le retour de la notion de souveraineté et de frontières. Or, rappelons-le, la globalisation a été fondée sur l'abandon de cette souveraineté politique, comme économique, au profit des grandes institutions multilatérales comme les grandes firmes transnationales. Ce dogme est en train d'être remis en cause aujourd'hui et les grands pays sont en train de se rappeler au bon souvenir de la

souveraineté nationale, notamment dans la production des industries stratégiques, comme les industries pharmaceutiques, pour faire face aux effets des crises sanitaires. C'est aujourd'hui que le monde, particulièrement les pays développés, a découvert sa dépendance pour les produits actifs à la Chine et à l'Inde qui produisent aujourd'hui près de 80% de la production mondiale de ces produits. Et, les voix de s'élever sur la nécessité de sortir de ce mythe de fin de souveraineté pour reconstruire les activités stratégiques abandonnées jusque-là.

Le second point dans la remise en cause de la globalisation concerne le retour de l'Etat et le rôle prépondérant qu'il est en train de jouer dans la gestion de cette crise et qu'il continuera à jouer dans le monde d'après. Ce retour fracassant de l'Etat dans la lutte contre les effets sanitaires de la pandémie comme dans la gestion de ses dimensions économiques et sociales, a fait voler en éclats les anciennes conceptions du rôle régulateur de l'Etat et la nécessité de limiter ses interventions dans la correction des imperfections du marché qui étaient au cœur de la globalisation triomphante. Or, aujourd'hui, on assiste à ce retour qui ne s'arrêtera pas de sitôt.

Le troisième point de cette remise en cause de la globalisation heureuse concerne le retour du social. La montée des inégalités et les débats majeurs qu'elle a suscités ont montré les limites de la globalisation et sa contribution dans cette marginalité croissante. Aujourd'hui, la pandémie du Covid-19 est à l'origine d'un retour du social, d'une plus grande prise en compte de l'effort de solidarité et des investissements dans la santé et dans l'éducation par l'Etat et pour créer une nouvelle sociabilité.

Le quatrième point est lié à la globalisation de la production et au développement des chaînes de valeur mondiale qui a favorisé une grande division du travail au niveau mondial et qui a fait de notre monde un petit village. Certes, cette tendance a été fortement remise en cause au cours des dernières années avec la montée des guerres commerciales, particulièrement entre les Etats-Unis et la Chine. La pandémie du Covid-19 est en train de remettre en cause cette tendance et d'appeler à un retour des Etats-nations et des régions.

Le cinquième point est en rapport avec la financiarisation qui a constitué un fondement essentiel de la globalisation et un pendant essentiel de celle de la production. Certes, la crise de 2008 a contribué à égrener ce mythe et les normes de risques mises en place avec Bâle 3 ont été à l'origine d'un repli des grands groupes bancaires et financiers sur leurs bases nationales ou régionales. Cette tendance va s'accroître avec la nouvelle crise et la démesure financière de la globalisation sera certainement remise en cause. Enfin, le dernier point concerne la gouvernance de la globalisation et la tentation de limiter le rôle et la place des institutions de gouvernance mondiale comme les Nations unies, l'OMC, la Banque mondiale ou le FMI. Or, la crise de la pandémie du Covid-19 a montré l'importance des institutions multilatérales dans la gestion des crises globales, pourvu qu'elles soient à l'écoute des plus faibles et des plus démunis.

La pandémie du Covid-19, comme toutes les épidémies dans l'histoire de l'humanité, est en train d'ouvrir une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité. Parallèlement à la lutte contre la propagation de l'épidémie, nous sommes en train d'assister à l'émergence d'une nouvelle expérience humaine plus solidaire, ouverte et démocratique. ■

VOTRE KIA

À PARTIR DE

442 DT/MOIS



Financement



ou



☎ 70 026 267



The Power to Surprise

*Offre soumise à des conditions / Contenu non contractuel



بشهادة
SPEEDTEST®
by OOKLA® 1

السرعة

Réseau 4G
في تونس